



N° 13-010-XIF au catalogue

Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens



Premier trimestre de 2003



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à notre agent d'information aux (613) 951-3640; iead-info-dcrrd@statcan.ca.

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements	1 800 263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1 800 363-7629
Renseignements concernant le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 700-1033
Télécopieur pour le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 889-9734
Renseignements par courriel	infostats@statcan.ca
Site Web	www.statcan.ca

Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit n° 13-010-XIF au catalogue est gratuit sur Internet. Les utilisateurs sont priés de se rendre à <http://www.statcan.ca/francais/IPS/Data/13-010-XIF.htm>.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136.

À propos de cette publication

La présente publication donne un aperçu de la situation économique déclarée dans les comptes nationaux du Canada pour le dernier trimestre. L'aperçu couvre trois grands secteurs : (1) les comptes économiques et financiers nationaux, (2) la balance des paiements internationaux du Canada et (3) le produit intérieur brut par industrie.

Les tendances trimestrielles observées dans les principaux agrégats qui comprennent le produit intérieur brut, en termes de revenus et de dépenses, les prix et le financement de l'activité économique sont examinées. Les opérations trimestrielles entre le Canada et les non-résidents relativement au commerce international, aux flux des revenus de placement, aux transferts, aux investissements internationaux et aux activités financières du Canada sont résumées dans la publication. Le produit intérieur brut est présenté par branche d'activité tant pour le dernier mois du trimestre que pour l'ensemble du trimestre.

Des graphiques et des tableaux statistiques détaillés viennent enrichir l'aperçu. Certains numéros présentent également des articles plus techniques expliquant la méthodologie des comptes nationaux ou analysant des aspects particuliers de l'économie.

Cette publication présente les analyses détaillées, les graphiques et les tableaux statistiques qui, avant sa parution, étaient diffusés dans *Le Quotidien* (11-001F) sous les titres « Comptes économiques et financiers nationaux », « Balance des paiements internationaux du Canada » et « Produit intérieur brut par industrie ».



Statistique Canada
Système de comptabilité nationale

Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens

Premier trimestre de 2003

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2003

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Juin 2003

N° 13-010-XIF au catalogue, vol. 2, n°1

Périodicité : trimestrielle

ISSN 1703-7573

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 13-010-XIE).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada:

.	indisponible pour toute période de référence
..	indisponible pour une période de référence précise
...	n'ayant pas lieu de figurer
P	préliminaire
r	rectifié
X	confidentiel en vertu des dispositions de la Loi sur la statistique
E	à utiliser avec prudence
F	trop peu fiable pour être publié

Produits et services connexes

Comptes économiques et financiers nationaux

Tableaux CANSIM 380-0001 à 380-0017, 380-0019 à 380-0035, 380-0037, 380-0057, 380-0058, 382-0006, 384-0001, 384-0002, 384-0004 à 384-0013 et 384-0036.

Publication

Comptes nationaux des revenus et dépenses: estimations trimestrielles 13-001-XIB, 33 \$/109 \$; 13-001-XPB, 44 \$/145 \$.

Tableaux et documents analytiques

Comptes des revenus et dépenses 13-001-PPB, 50 \$/180 \$.

Comptes des flux financiers 13-014-PPB, 50 \$/180 \$

Estimations du revenu du travail 13F0016XPB, 20 \$/65 \$.

Disquettes 13-001-DDB, 125 \$/500 \$; 13-014-DDB, 300 \$/1,200 \$; 13F0016DDB, 125 \$/500 \$; 13-001-XDB, 25 \$/100 \$; 13-014-XDB, 60 \$/240 \$; 13F0016XDB, 25 \$/100 \$.

Balance des paiements internationaux

Tableaux CANSIM 376-0001 à 376-0019 et 376-0035.

Publication

Balance des paiements internationaux du Canada 67-001-XIB, 29 \$/93 \$; 67-001-XPB, 38 \$/124 \$.

Produit intérieur brut par industrie

Tableaux CANSIM 379-0017 à 379-0022.

Publication

Produit intérieur brut par industrie 15-001-XIE, 11 \$/110 \$.

Pour plus de renseignements

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données contactez notre agent d'information au (613) 951-3640; iead-info-dcrd@statcan.ca.

Table des matières

	Page
Aperçu	7
Comptes économiques et financiers nationaux	9
Produit intérieur brut par industrie	20
Balance des paiements internationaux	24
Bilan des investissements internationaux du Canada	29
Comptes du bilan national	32
Les révisions de 1999-2002 des comptes économiques et financiers nationaux	36
Avis	45

PUBLICATIONS ÉLECTRONIQUES DISPONIBLES À
www.statcan.ca



Aperçu

Premier trimestre 2003

L'activité économique s'est renforcée au premier trimestre de 2003, le produit intérieur brut (PIB) réel en termes de dépenses ayant progressé de 0,6 %, à la faveur d'un accroissement marqué des stocks et d'une demande soutenue des ménages. Cette progression, supérieure à celle de 0,4 % enregistrée au quatrième trimestre, a mis fin au ralentissement de la croissance observé au cours des trois trimestres précédents. Un certain essoufflement s'est toutefois manifesté vers la fin du trimestre, après les bons résultats observés au mois de janvier. Néanmoins, l'économie canadienne s'est mieux comportée que celle des États-Unis, où le PIB s'est accru de 1,9 % au premier trimestre de 2003 sur une base annualisée comparativement à 2,4 % pour le Canada.

La croissance au premier trimestre de 2003 a été le fait d'un nombre restreint de secteurs. La hausse des prix du pétrole a stimulé l'exploration pétrolière et gazière. La vigueur du secteur de la construction résidentielle s'est poursuivie. Le commerce de détail a maintenu un rythme élevé, tandis que le commerce de gros enregistrait une progression appréciable. La production s'est accrue dans le secteur de la fabrication, mais celui-ci est resté faible dans l'ensemble. La production de véhicules et de pièces automobile a fait exception, augmentant au cours du trimestre.

La demande intérieure s'est raffermie au cours du trimestre, soutenue par les dépenses des particuliers et l'investissement en construction résidentielle. La croissance de l'investissement en construction résidentielle s'est accrue à un rythme un peu plus rapide en raison des dépenses en rénovation et de la revente de maisons qui se sont accélérées. La croissance des dépenses de consommation s'est également atténuée à cause d'une baisse des achats de biens durables, notamment de véhicules automobiles.

Une nouvelle baisse des exportations, jumelée à une hausse des importations, a contribué dans une large mesure à limiter la croissance du PIB au cours du trimestre. Les exportations de services ont fortement diminué, tandis que les exportations de biens diminuaient pour un deuxième trimestre d'affilée. Les importations se sont redressées par rapport au quatrième trimestre, la hausse touchant tant les biens que les services, en particulier les voyages.

Le ralentissement des ventes et la hausse de la production se sont traduits dans certains secteurs par une nouvelle accumulation des stocks des entreprises. Cette augmentation appréciable au premier trimestre découlait de l'accumulation des stocks qui se poursuivait dans le secteur de la fabrication et dans celui du commerce, entre autre la hausse des stocks de véhicules automobiles pour un deuxième trimestre consécutif.

Politique de révision

Comptes économiques et financiers nationaux, Balance des paiements internationaux

Les trimestres précédents de l'année sont révisés au moment de la publication des données du trimestre courant. Chaque année, lors de la publication des données du premier trimestre, les révisions sont apportées aux données des quatre années précédentes. Elles ne sont généralement pas révisées à nouveau, sauf lors de révisions historiques.

Produit intérieur brut par industrie

Les révisions sont attribuables à la suite de mise à jour des données et/ou des divers projecteurs ainsi qu'à la désaisonnalisation suivant la procédure suivante: pour les données relatives aux mois de janvier à juin, la période de révision s'étend jusqu'au début de l'année précédente; pour juillet, la période de révision s'étend jusqu'en janvier de la cinquième année précédente; enfin, pour août à décembre, elle remonte à janvier de l'année courante. Occasionnellement, des révisions historiques ont lieu à la suite de modifications dans les concepts, les méthodologies ou la classification, la plus récente révision ayant eu lieu avec la publication des données du PIB de juillet 2002.

Principaux indicateurs des comptes économiques canadiens¹

	Quatrième trimestre 2001	Premier trimestre 2002	Deuxième trimestre 2002	Troisième trimestre 2002	Quatrième trimestre 2002	Premier trimestre 2003	2001	2002
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de \$ aux prix courants								
Comptes économiques et financiers nationaux								
Rémunération des salariés	576 820	586 892	592 284	600 048	610 040	615 160	569 920	597 316
	<i>1,1</i>	<i>1,7</i>	<i>0,9</i>	<i>1,3</i>	<i>1,7</i>	<i>0,8</i>	<i>4,6</i>	<i>4,8</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	108 932	120 004	132 648	138 656	140 708	151 384	127 530	133 004
	<i>-9,4</i>	<i>10,2</i>	<i>10,5</i>	<i>4,5</i>	<i>1,5</i>	<i>7,6</i>	<i>-6,0</i>	<i>4,3</i>
Intérêts et revenus divers de placements	49 088	48 940	49 976	49 756	49 028	51 168	53 010	49 425
	<i>-3,7</i>	<i>-0,3</i>	<i>2,1</i>	<i>-0,4</i>	<i>-1,5</i>	<i>4,4</i>	<i>-2,3</i>	<i>-6,8</i>
Revenu net des entreprises individuelles	72 044	73 060	74 812	75 160	75 668	77 856	70 297	74 675
	<i>1,9</i>	<i>1,4</i>	<i>2,4</i>	<i>0,5</i>	<i>0,7</i>	<i>2,9</i>	<i>5,8</i>	<i>6,2</i>
Impôts moins subventions	132 004	135 012	137 412	138 980	141 384	141 124	129 177	138 197
	<i>0,7</i>	<i>2,3</i>	<i>1,8</i>	<i>1,1</i>	<i>1,7</i>	<i>-0,2</i>	<i>1,1</i>	<i>7,0</i>
Revenu personnel disponible	676 136	688 772	697 328	700 724	707 092	713 828	667 376	698 479
	<i>1,3</i>	<i>1,9</i>	<i>1,2</i>	<i>0,5</i>	<i>0,9</i>	<i>1,0</i>	<i>4,4</i>	<i>4,7</i>
Taux d'épargne personnelle ²	4,9	5,2	4,6	3,8	3,2	2,6	4,5	4,2

données désaisonnalisées au taux annuel, millions de \$ enchaînés (1997)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	586 468	593 710	600 164	602 163	608 753	614 015	581 590	601 198
	<i>0,9</i>	<i>1,2</i>	<i>1,1</i>	<i>0,3</i>	<i>1,1</i>	<i>0,9</i>	<i>2,6</i>	<i>3,4</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	195 226	195 606	197 403	199 451	200 614	202 584	192 426	198 269
	<i>0,7</i>	<i>0,2</i>	<i>0,9</i>	<i>1,0</i>	<i>0,6</i>	<i>1,0</i>	<i>3,7</i>	<i>3,0</i>
Formation brute de capital fixe	210 939	212 675	213 417	215 087	215 153	217 809	211 356	214 083
	<i>-2,4</i>	<i>0,8</i>	<i>0,3</i>	<i>0,8</i>	<i>0,0</i>	<i>1,2</i>	<i>4,3</i>	<i>1,3</i>
Investissement en stocks	-12 207	-6 122	9 932	7 920	11 566	18 250	-2 044	5 824

Exportations de biens et services	437 453	441 055	441 610	450 707	440 573	434 099	443 853	443 486
	<i>0,2</i>	<i>0,8</i>	<i>0,1</i>	<i>2,1</i>	<i>-2,2</i>	<i>-1,5</i>	<i>-3,1</i>	<i>-0,1</i>
Importations de biens et services	369 179	372 277	389 046	394 603	393 171	395 669	384 782	387 274
	<i>-3,9</i>	<i>0,8</i>	<i>4,5</i>	<i>1,4</i>	<i>-0,4</i>	<i>0,6</i>	<i>-5,0</i>	<i>0,6</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 047 588	1 062 382	1 072 315	1 079 490	1 083 875	1 090 415	1 040 388	1 074 516
	<i>0,9</i>	<i>1,4</i>	<i>0,9</i>	<i>0,7</i>	<i>0,4</i>	<i>0,6</i>	<i>1,9</i>	<i>3,3</i>
Produit intérieur brut par industrie								
Industries productrices de biens	292 711	297 932	301 060	304 127	304 090	306 514	297 467	301 802
	<i>-0,8</i>	<i>1,8</i>	<i>1,0</i>	<i>1,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,8</i>	<i>-2,4</i>	<i>1,5</i>
Industries productrices de services	656 862	666 068	673 166	678 816	683 070	687 340	649 760	675 280
	<i>1,0</i>	<i>1,4</i>	<i>1,1</i>	<i>0,8</i>	<i>0,6</i>	<i>0,6</i>	<i>3,3</i>	<i>3,9</i>
Production industrielle	220 364	226 304	229 376	231 917	231 303	232 002	225 036	229 725
	<i>-1,1</i>	<i>2,7</i>	<i>1,4</i>	<i>1,1</i>	<i>-0,3</i>	<i>0,3</i>	<i>-3,4</i>	<i>2,1</i>
Fabrication de biens non durables	65 479	66 689	67 695	68 328	68 434	68 379	65 914	67 787
	<i>0,2</i>	<i>1,8</i>	<i>1,5</i>	<i>0,9</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,4</i>	<i>2,8</i>
Fabrication de biens durables	90 947	94 461	96 303	97 648	96 648	96 876	93 972	96 265
	<i>-2,3</i>	<i>3,9</i>	<i>2,0</i>	<i>1,4</i>	<i>-1,0</i>	<i>0,2</i>	<i>-7,6</i>	<i>2,4</i>
Secteur des technologies de l'information et de fabrication	55 890	57 808	58 629	58 901	59 265	59 582	57 222	58 651
	<i>-1,9</i>	<i>3,4</i>	<i>1,4</i>	<i>0,5</i>	<i>0,6</i>	<i>0,5</i>	<i>-1,1</i>	<i>2,5</i>
Fabrication	156 326	161 098	163 957	165 946	165 018	165 201	159 853	164 005
	<i>-1,3</i>	<i>3,1</i>	<i>1,8</i>	<i>1,2</i>	<i>-0,6</i>	<i>0,1</i>	<i>-4,6</i>	<i>2,6</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	21 234	20 466	20 749	20 881	21 116	22 277	22 036	20 803
	<i>-2,6</i>	<i>-3,6</i>	<i>1,4</i>	<i>0,6</i>	<i>1,1</i>	<i>5,5</i>	<i>-5,3</i>	<i>-5,6</i>
Construction	51 070	51 016	50 772	51 155	51 524	52 164	50 347	51 117
	<i>1,3</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,5</i>	<i>0,8</i>	<i>0,7</i>	<i>1,2</i>	<i>3,9</i>	<i>1,5</i>
Commerce de gros	54 951	56 432	58 174	59 144	60 088	61 904	54 534	58 459
	<i>0,6</i>	<i>2,7</i>	<i>3,1</i>	<i>1,7</i>	<i>1,6</i>	<i>3,0</i>	<i>1,9</i>	<i>7,2</i>
Commerce de détail	52 758	54 103	54 164	54 329	54 730	55 359	51 399	54 332
	<i>3,5</i>	<i>2,5</i>	<i>0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>0,7</i>	<i>1,1</i>	<i>3,9</i>	<i>5,7</i>

¹ La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique et en caractères plus petits, représente la variation d'un trimestre à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

² Taux actuel.

Comptes économiques et financiers nationaux

Premier trimestre de 2003

La croissance économique s'est accélérée au premier trimestre pour atteindre 0,6 %, par rapport à 0,4 % au trimestre précédent. C'est la constitution des stocks des entreprises qui a été le principal moteur de la croissance alors que le ralentissement des exportations en a été le principal contrepoids.

Produit intérieur brut réel, en dollars enchaînés (1997)¹

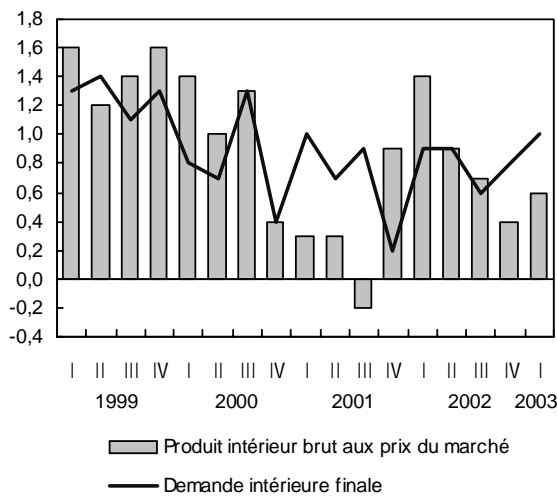
	Variation	Variation annualisée	Variation d'une année à l'autre
	%		
Premier trimestre de 2002	1,4	5,8	2,5
Deuxième trimestre de 2002	0,9	3,8	3,2
Troisième trimestre de 2002	0,7	2,7	4,0
Quatrième trimestre de 2002	0,4	1,6	3,5
Premier trimestre de 2003	0,6	2,4	2,6

¹ La variation est le taux de croissance d'une période à l'autre. La variation annualisée est le taux de croissance composé annuel. La variation d'une année à l'autre est le taux de croissance d'un trimestre donné par rapport au même trimestre de l'année précédente.

La demande intérieure finale s'est accrue de 1,0 %, expliquée par la vigueur soutenue des dépenses des consommateurs et du secteur de l'habitation. Sur une base annualisée, la croissance au premier trimestre s'établissait à 2,4 %, tandis qu'elle s'était chiffrée à 3,3 % pour 2002. Au sud de la frontière, l'économie américaine a affiché un taux de croissance annualisé de 1,9 % au premier trimestre, par rapport à 1,4 % au quatrième.

La croissance du PIB s'accélère

Variation trimestrielle en %, \$ enchaînés (1997)



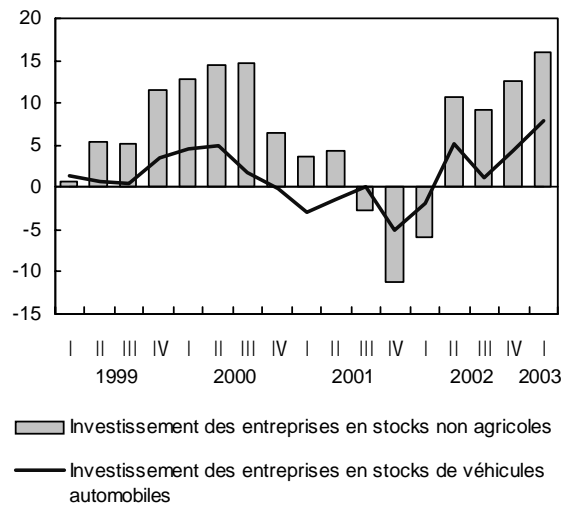
Accumulation des stocks

Les entreprises ont accumulé des stocks non agricoles d'une valeur de près de 16 milliards de dollars au premier trimestre, ce qui représentait la quatrième hausse trimestrielle. Les fabricants, les détaillants et les grossistes ont tous augmenté leurs stocks. Même avec cette accumulation, le ratio des stocks aux ventes pour l'ensemble de l'économie a augmenté pour atteindre 0,707, dans les limites de sa fourchette des cinq dernières années (de 0,672 à 0,739).

L'accumulation de stocks de véhicules automobiles chez les détaillants comme chez les grossistes explique près de la moitié de la constitution des stocks. Les ventes unitaires de véhicules automobiles aux particuliers et aux entreprises ont chuté de 5,6 % et les ventes de camions, de 9,8 %. Les exportations de camions ont diminué de plus de 10 %. Le ratio des stocks aux ventes des détaillants de véhicules automobiles a augmenté à des niveaux qu'on n'avait pas vus depuis le quatrième trimestre de 2000. Les fabricants ont accumulé des stocks d'une valeur de 3,8 milliards de dollars.

Les stocks de véhicules automobiles s'accumulent

Milliards de \$ enchaînés (1997)



Les stocks agricoles ont démontré des signes de vigueur au premier trimestre suite à deux années de réductions liées aux conditions de sécheresse qui prévalaient dans l'Ouest canadien. Les prévisions d'Agriculture et Agroalimentaire Canada indiquent que des moissons presque normales sont attendues et l'augmentation dans les stocks agricoles désaisonnalisés tiennent compte de ces attentes.

Nouvelle baisse des exportations

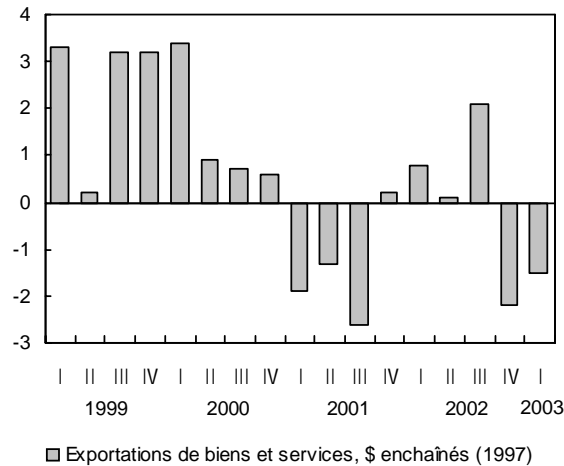
Les exportations ont connu une baisse de 1,5 % au premier trimestre, après avoir affiché un recul de 2,2 % au quatrième trimestre. Les machines et matériel ainsi que les biens et matériaux industriels, qui ont enregistré deux baisses consécutives en raison de la faible demande en provenance des États-Unis, expliquent principalement cette faiblesse. Les exportations de matériel de télécommunications sont demeurées faibles. Les exportations de produits de l'énergie ont diminué de 0,1 %. Les exportations de produits forestiers ont diminué de 2,8 %, après deux hausses trimestrielles

consécutives. Les exportations de produits de l'automobile se sont légèrement relevées (+0,7 %), après une baisse de 8,7 % au quatrième trimestre. La demande d'automobiles des États-Unis demeure faible, les consommateurs américains ayant réduit leurs achats de véhicules au cours des deux derniers trimestres. L'exportation de services de voyage a chuté en raison de divers facteurs, y compris la guerre en Irak. L'indice de prix implicite des exportations a bondi de 1,7% au premier trimestre, une hausse similaire au quatrième trimestre.

Les importations ont augmenté de 0,6 %, après avoir connu une baisse au quatrième trimestre. Les produits agricoles et

Les exportations diminuent en raison de la demande américaine plus faible

Variation trimestrielle en %



produits du poisson ainsi que les biens de consommation sont les principaux facteurs à l'origine de cette vigueur. Les importations de produits de l'automobile sont demeurées inchangées, une forte baisse des importations de voitures étant compensée par une importante hausse des importations de pièces d'automobiles. L'indice implicite de prix des importations de biens a chuté de 2,0 %, le dollar canadien s'étant apprécié par rapport au dollar américain pendant le trimestre. Les importations de services se sont accrues de 0,6 %, alimentées par une hausse des importations de services commerciaux.

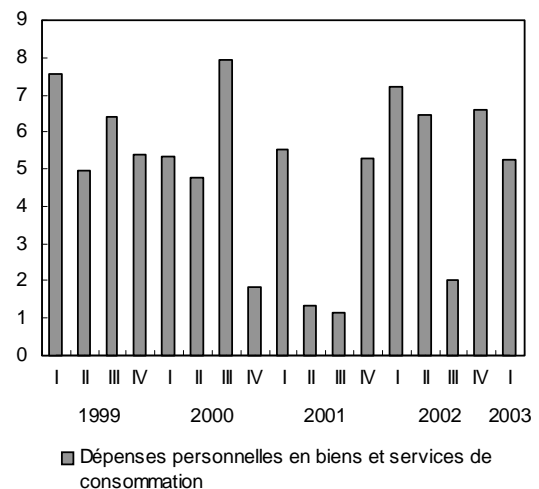
Les consommateurs ont continué de dépenser

Les consommateurs ont continué de soutenir l'économie, leurs dépenses ayant augmenté de 0,9 % au premier trimestre, en dépit d'un ralentissement de l'emploi et du revenu.

La croissance des dépenses au chapitre de l'habillement et des chaussures (+1,8 %) et de l'alimentation (+1,3 %) s'est accélérée par rapport au quatrième trimestre. L'hiver froid que nous avons connu s'est traduit par une hausse de la consommation d'électricité (+5,5 %), d'autres carburants, y compris l'huile de chauffage (+3,6 %), et de gaz naturel (+2,8 %). Les consommateurs ont réduit leur consommation d'essence, dont le prix a augmenté. Les dépenses consacrées aux services étaient en hausse de 0,9 %, des gains importants ayant été réalisés au chapitre de nombreux services, notamment les services de communication et les réparations d'automobiles. Toutefois, les dépenses liées aux restaurants et à l'hébergement ont connu une baisse qui s'explique en partie par une diminution des recettes touristiques. La température froide, l'incertitude causée par la guerre en Irak

Les consommateurs continuent de soutenir l'économie

Variation trimestrielle, milliards de \$ enchaînés (1997)



et le début de l'épidémie du SRAS en mars ont eu des répercussions sur ces dépenses.

Les dépenses consacrées aux biens durables ont diminué de 0,3 % au premier trimestre, après une hausse de 2,8 % au quatrième trimestre. Les achats de véhicules automobiles neufs ont reculé d'environ 3 %, la baisse la plus importante en plus de deux ans. Les ventes de camions, y compris les mini-fourgonnettes, ont chuté de 6,2 %. En réaction, les fabricants ont amélioré leurs incitatifs de financement. Les ventes au chapitre de l'ameublement et des revêtements de sol, qui avaient profité du boom dans le secteur de l'habitation, se sont accrues de 0,9 % au premier trimestre, un ralentissement par rapport au 5,7 % du quatrième trimestre.

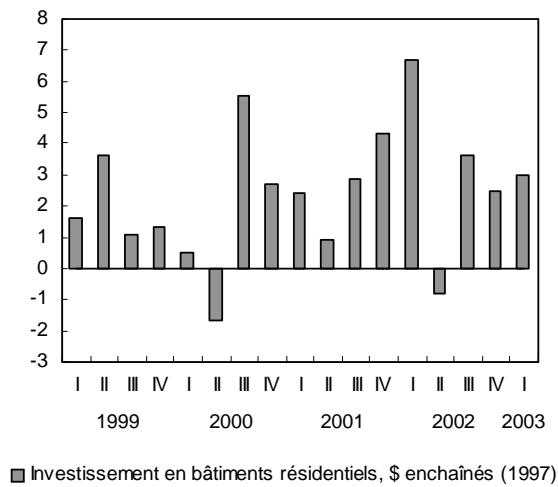
L'essor s'est poursuivi dans le secteur de l'habitation

L'investissement dans la construction résidentielle a augmenté de 3,0 %, la troisième hausse trimestrielle consécutive. Les mises en chantier ont approché des niveaux historiquement élevés enregistrés lors du boom de la fin des années 1980. La construction de logements unifamiliaux et les dépenses en améliorations et modifications sont les principaux facteurs qui expliquent la hausse au premier trimestre. Les coûts de transfert de propriété (+3,1 %), qui comprennent les commissions sur les ventes de maisons, se sont rétablis depuis le quatrième trimestre dans la foulée d'une recrudescence de la revente des maisons.

Divers facteurs sont à l'origine de l'accélération de l'investissement dans la construction résidentielle. Même si le taux d'escompte a augmenté vers la fin du trimestre, les taux hypothécaires demeurent à des niveaux historiquement bas. Le marché de l'emploi, en dépit d'une certaine faiblesse, continue de croître.

L'essor du marché de l'habitation se poursuit

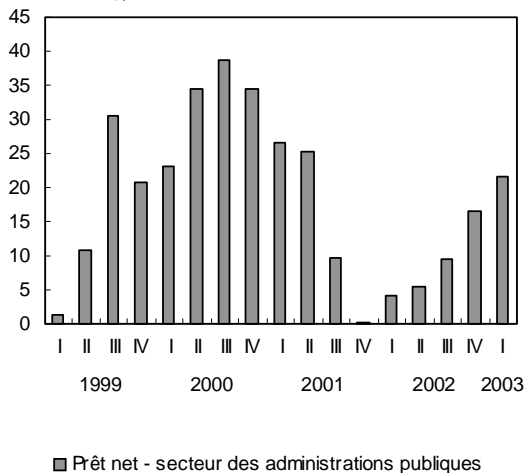
Variation trimestrielle en %

**Les dépenses des administrations étaient en hausse**

Les dépenses nettes des administrations en biens et services, qui ont affiché hausse après hausse depuis plus de quatre ans, se sont encore accrues au premier trimestre, de 1,0 %. Elles ont augmenté légèrement aux paliers fédéral, provincial et local.

Les administrations continuent d'enregistrer des excédents de plus en plus élevés

milliards de \$, désaisonnalisés au taux annuel



L'excédent combiné (sur la base de la comptabilité nationale, annualisé et aux prix courants) a augmenté à plus de 21,7 milliards de dollars au premier trimestre, soit son niveau le plus élevé depuis le deuxième trimestre de 2001. Une bonne partie de cette hausse s'explique par des recettes plus élevées au chapitre de l'impôt fédéral sur les sociétés et de la taxe fédérale de vente ainsi que des redevances provinciales accrues provenant du gaz naturel.

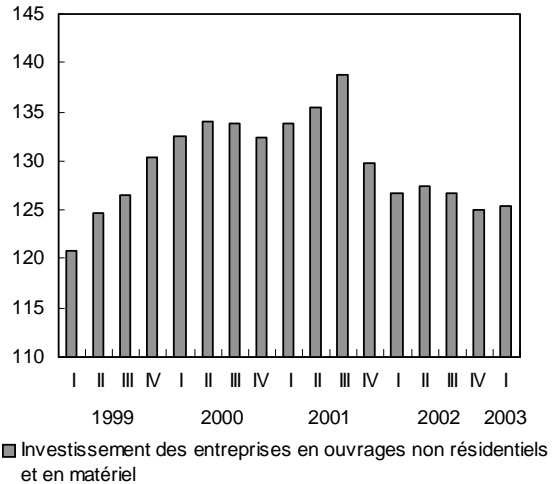
Les dépenses en usines et matériel ont légèrement augmentées

Les dépenses en usines et matériel des entreprises ont légèrement augmenté de 0,3 % au premier trimestre, après

avoir reculé au cours des deux trimestres précédents. L'investissement était toujours inférieur d'environ 10 % à ses sommets de 2001.

L'investissement en usines et en matériel s'accroît légèrement

milliards de \$ enchaînés (1997)



L'investissement des entreprises en machines et matériel s'est accru de 0,6 % alors que celui dans la construction non résidentielle a diminué de 0,2 %, la septième réduction trimestrielle consécutive. La construction de bâtiments non résidentiels a reculé tandis que les travaux de génie étaient en hausse, expliqués notamment par une hausse de l'activité dans le secteur du forage pétrolier et gazier.

Des bénéfices records

Les bénéfices étaient en hausse pour le cinquième trimestre de suite, et ils ont dépassé l'ancien sommet atteint au quatrième trimestre de 2000. Cette hausse robuste (+7,6 %) s'explique par des gains dans le secteur du pétrole et du gaz, qui, à leur tour, avaient été alimentés par la hausse des prix du pétrole brut et du gaz naturel. Les grossistes, y compris ceux du domaine des produits pétroliers, ont enregistré des bénéfices en hausse. La faiblesse dans le secteur minier (à l'exception du combustible minéral) et dans le secteur du transport a compensé en partie ces gains. Dans le secteur financier, les banques à charte et les compagnies d'assurances de biens et risques divers ont affiché de solides bénéfices. Les entreprises provinciales ont profité de recettes accrues en matière d'énergie électrique.

La croissance du revenu du travail a ralenti

Le revenu du travail s'est accru de 0,8 % au premier trimestre, soit la hausse la plus faible depuis le troisième trimestre de 2001. Les gains au chapitre de l'emploi pendant le trimestre se sont chiffrés à 67 000. De récentes réductions du nombre de postes dans le secteur manufacturier ont ramené l'emploi à son niveau d'il y a un an. La croissance de l'emploi a été la plus forte en Ontario, alors qu'elle a ralenti au Québec, qui avait obtenu de très bons résultats en 2002. Le revenu personnel disponible (après impôt) a augmenté de 1,0 % au premier trimestre. Le ralentissement de la croissance du revenu, conjugué aux dépenses plus élevées des particuliers, a donné lieu à une baisse du taux d'épargne qui s'est établi à 2,6 %.

La hausse des prix de l'énergie s'est répercutée sur les prix en général

Les prix, tels que mesurés par l'indice implicite de prix en chaîne du PIB, ont augmenté de 1,8 % au premier trimestre, après une hausse de 1,1 % au quatrième. La hausse des prix de l'énergie est la principale cause de cette accélération, qui a touché à la fois les dépenses des particuliers au chapitre de l'énergie et les exportations d'énergie. En excluant les coûts de l'énergie, les prix ont augmenté de 0,8 % au cours du trimestre. Le raffermissement du dollar canadien a contribué à la baisse de 2,0 % du prix des importations, comme en témoigne particulièrement la diminution des prix des machines et matériel.

Produit intérieur brut, en termes de revenus, prix courants et variation trimestrielle en pourcentage¹

	Quatrième trimestre 2001	Premier trimestre 2002	Deuxième trimestre 2002	Troisième trimestre 2002	Quatrième trimestre 2002	Premier trimestre 2003	2001	2002
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de \$ aux prix courants								
Rémunération des salariés	576 820	586 892	592 284	600 048	610 040	615 160	569 920	597 316
	<i>1,1</i>	<i>1,7</i>	<i>0,9</i>	<i>1,3</i>	<i>1,7</i>	<i>0,8</i>	<i>4,6</i>	<i>4,8</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	108 932	120 004	132 648	138 656	140 708	151 384	127 530	133 004
	<i>-9,4</i>	<i>10,2</i>	<i>10,5</i>	<i>4,5</i>	<i>1,5</i>	<i>7,6</i>	<i>-6,0</i>	<i>4,3</i>
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	8 764	9 896	10 080	10 520	11 208	12 716	9 641	10 426
	<i>-5,0</i>	<i>12,9</i>	<i>1,9</i>	<i>4,4</i>	<i>6,5</i>	<i>13,5</i>	<i>-18,6</i>	<i>8,1</i>
Intérêts et revenus divers de placements	49 088	48 940	49 976	49 756	49 028	51 168	53 010	49 425
	<i>-3,7</i>	<i>-0,3</i>	<i>2,1</i>	<i>-0,4</i>	<i>-1,5</i>	<i>4,4</i>	<i>-2,3</i>	<i>-6,8</i>
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	2 740	2 156	1 584	1 628	1 492	2 704	2 715	1 715
	<i>-8,5</i>	<i>-21,3</i>	<i>-26,5</i>	<i>2,8</i>	<i>-8,4</i>	<i>81,2</i>	<i>74,8</i>	<i>-36,8</i>
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	69 304	70 904	73 228	73 532	74 176	75 152	67 582	72 960
	<i>2,4</i>	<i>2,3</i>	<i>3,3</i>	<i>0,4</i>	<i>0,9</i>	<i>1,3</i>	<i>4,2</i>	<i>8,0</i>
Ajustement de la valeur des stocks	312	-5 092	-712	-5 312	-3 128	2 320	-21	-3 561
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Impôts moins subventions, sur facteurs de production	53 092	53 300	53 608	53 732	54 380	54 692	52 846	53 755
	<i>0,6</i>	<i>0,4</i>	<i>0,6</i>	<i>0,2</i>	<i>1,2</i>	<i>0,6</i>	<i>1,9</i>	<i>1,7</i>
Produit intérieur net aux prix de base	869 052	887 000	912 696	922 560	937 904	965 296	883 223	915 040
	<i>-0,7</i>	<i>2,1</i>	<i>2,9</i>	<i>1,1</i>	<i>1,7</i>	<i>2,9</i>	<i>2,4</i>	<i>3,6</i>
Impôts moins subventions, sur produits	78 912	81 712	83 804	85 248	87 004	86 432	76 331	84 442
	<i>0,8</i>	<i>3,5</i>	<i>2,6</i>	<i>1,7</i>	<i>2,1</i>	<i>-0,7</i>	<i>0,5</i>	<i>10,6</i>
Provisions pour consommation de capital	149 160	151 540	153 900	156 332	158 244	159 500	146 798	155 004
	<i>1,1</i>	<i>1,6</i>	<i>1,6</i>	<i>1,6</i>	<i>1,2</i>	<i>0,8</i>	<i>6,3</i>	<i>5,6</i>
Divergence statistique	696	1 956	524	500	-1 128	-108	1 107	463
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 097 820	1 122 208	1 150 924	1 164 640	1 182 024	1 211 120	1 107 459	1 154 949
	<i>-0,4</i>	<i>2,2</i>	<i>2,6</i>	<i>1,2</i>	<i>1,5</i>	<i>2,5</i>	<i>3,0</i>	<i>4,3</i>

¹ La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique et en caractères plus petits, représente la variation d'un trimestre à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

Produit intérieur brut en termes de dépenses, prix courants et variation trimestrielle en pourcentage¹

	Quatrième trimestre 2001	Premier trimestre 2002	Deuxième trimestre 2002	Troisième trimestre 2002	Quatrième trimestre 2002	Premier trimestre 2003	2001	2002
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de \$ aux prix courants								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	629 440 <i>0,7</i>	640 368 <i>1,7</i>	652 736 <i>1,9</i>	660 712 <i>1,2</i>	670 908 <i>1,5</i>	681 372 <i>1,6</i>	623 167 <i>4,5</i>	656 181 <i>5,3</i>
Biens durables	88 412 <i>5,7</i>	90 812 <i>2,7</i>	91 868 <i>1,2</i>	91 700 <i>-0,2</i>	94 144 <i>2,7</i>	94 080 <i>-0,1</i>	84 788 <i>3,5</i>	92 131 <i>8,7</i>
Biens semi-durables	55 332 <i>2,6</i>	56 380 <i>1,9</i>	56 880 <i>0,9</i>	56 612 <i>-0,5</i>	57 220 <i>1,1</i>	57 776 <i>1,0</i>	54 383 <i>4,5</i>	56 773 <i>4,4</i>
Biens non durables	148 952 <i>-1,5</i>	152 156 <i>2,2</i>	155 992 <i>2,5</i>	159 768 <i>2,4</i>	163 200 <i>2,1</i>	168 756 <i>3,4</i>	150 150 <i>4,9</i>	157 779 <i>5,1</i>
Services	336 744 <i>0,1</i>	341 020 <i>1,3</i>	347 996 <i>2,0</i>	352 632 <i>1,3</i>	356 344 <i>1,1</i>	360 760 <i>1,2</i>	333 846 <i>4,6</i>	349 498 <i>4,7</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	212 456 <i>1,5</i>	213 804 <i>0,6</i>	217 324 <i>1,6</i>	220 828 <i>1,6</i>	223 624 <i>1,3</i>	226 544 <i>1,3</i>	207 508 <i>4,9</i>	218 895 <i>5,5</i>
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	28 484 <i>4,7</i>	29 696 <i>4,3</i>	30 188 <i>1,7</i>	30 904 <i>2,4</i>	30 932 <i>0,1</i>	31 444 <i>1,7</i>	26 991 <i>10,6</i>	30 430 <i>12,7</i>
Investissements des administrations publiques en stocks	-24 ...	8 ...	-24 ...	-84 ...	-80 ...	-16 ...	13 ...	-45 ...
Formation brute de capital fixe des entreprises	191 460 <i>-2,7</i>	195 564 <i>2,1</i>	195 620 <i>0,0</i>	197 060 <i>0,7</i>	198 812 <i>0,9</i>	200 368 <i>0,8</i>	192 854 <i>5,4</i>	196 764 <i>2,0</i>
Bâtiments résidentiels	58 280 <i>5,3</i>	63 352 <i>8,7</i>	63 472 <i>0,2</i>	65 796 <i>3,7</i>	68 460 <i>4,0</i>	71 316 <i>4,2</i>	54 976 <i>13,4</i>	65 270 <i>18,7</i>
Ouvrages non résidentiels	52 056 <i>-1,9</i>	49 584 <i>-4,7</i>	48 560 <i>-2,1</i>	48 148 <i>-0,8</i>	47 584 <i>-1,2</i>	47 808 <i>0,5</i>	52 769 <i>4,5</i>	48 469 <i>-8,1</i>
Machines et matériel	81 124 <i>-8,2</i>	82 628 <i>1,9</i>	83 588 <i>1,2</i>	83 116 <i>-0,6</i>	82 768 <i>-0,4</i>	81 244 <i>-1,8</i>	85 109 <i>1,4</i>	83 025 <i>-2,4</i>
Investissement des entreprises en stocks	-14 420 ...	-9 636 ...	7 592 ...	5 188 ...	8 348 ...	16 492 ...	-5 235 ...	2 873 ...
Non agricoles	-13 260 ...	-8 320 ...	8 884 ...	7 164 ...	10 448 ...	15 120 ...	-4 130 ...	4 544 ...
Agricultures	-1 160 ...	-1 316 ...	-1 292 ...	-1 976 ...	-2 100 ...	1 372 ...	-1 105 ...	-1 671 ...
Exportations de biens et services	453 008 <i>-3,1</i>	462 956 <i>2,2</i>	470 984 <i>1,7</i>	482 920 <i>2,5</i>	480 352 <i>-0,5</i>	480 836 <i>0,1</i>	482 074 <i>-1,7</i>	474 303 <i>-1,6</i>
Biens	393 244 <i>-3,5</i>	404 920 <i>3,0</i>	411 380 <i>1,6</i>	422 592 <i>2,7</i>	418 320 <i>-1,0</i>	420 776 <i>0,6</i>	421 519 <i>-2,0</i>	414 303 <i>-1,7</i>
Services	59 764 <i>0,3</i>	58 036 <i>-2,9</i>	59 604 <i>2,7</i>	60 328 <i>1,2</i>	62 032 <i>2,8</i>	60 060 <i>-3,2</i>	60 555 <i>0,7</i>	60 000 <i>-0,9</i>
Moins: Importations de biens et services	401 892 <i>-3,6</i>	408 592 <i>1,7</i>	422 976 <i>3,5</i>	432 388 <i>2,2</i>	432 000 <i>-0,1</i>	426 028 <i>-1,4</i>	418 806 <i>-2,2</i>	423 989 <i>1,2</i>
Biens	335 500 <i>-3,9</i>	343 236 <i>2,3</i>	354 200 <i>3,2</i>	364 560 <i>2,9</i>	363 836 <i>-0,2</i>	358 724 <i>-1,4</i>	350 633 <i>-3,2</i>	356 458 <i>1,7</i>
Services	66 392 <i>-2,0</i>	65 356 <i>-1,6</i>	68 776 <i>5,2</i>	67 828 <i>-1,4</i>	68 164 <i>0,5</i>	67 304 <i>-1,3</i>	68 173 <i>3,2</i>	67 531 <i>-0,9</i>
Divergence statistique	-692 ...	-1 960 ...	-520 ...	-500 ...	1 128 ...	108 ...	-1 107 ...	-463 ...
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 097 820 <i>-0,4</i>	1 122 208 <i>2,2</i>	1 150 924 <i>2,6</i>	1 164 640 <i>1,2</i>	1 182 024 <i>1,5</i>	1 211 120 <i>2,5</i>	1 107 459 <i>3,0</i>	1 154 949 <i>4,3</i>
Demande intérieure finale	1 061 840 <i>0,3</i>	1 079 432 <i>1,7</i>	1 095 868 <i>1,5</i>	1 109 504 <i>1,2</i>	1 124 276 <i>1,3</i>	1 139 728 <i>1,4</i>	1 050 520 <i>4,9</i>	1 102 270 <i>4,9</i>

¹ La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique et en caractères plus petits, représente la variation d'un trimestre à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

Produit intérieur brut réel, en termes de dépenses, variation trimestrielle en pourcentage¹

	Quatrième trimestre 2001	Premier trimestre 2002	Deuxième trimestre 2002	Troisième trimestre 2002	Quatrième trimestre 2002	Premier trimestre 2003	2001	2002
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de \$ enchaînés (1997)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	586 468 <i>0,9</i>	593 710 <i>1,2</i>	600 164 <i>1,1</i>	602 163 <i>0,3</i>	608 753 <i>1,1</i>	614 015 <i>0,9</i>	581 590 <i>2,6</i>	601 198 <i>3,4</i>
Biens durables	89 823 <i>6,2</i>	92 366 <i>2,8</i>	92 975 <i>0,7</i>	92 627 <i>-0,4</i>	95 208 <i>2,8</i>	94 913 <i>-0,3</i>	85 958 <i>4,2</i>	93 294 <i>8,5</i>
Biens semi-durables	53 188 <i>2,2</i>	54 183 <i>1,9</i>	54 365 <i>0,3</i>	54 006 <i>-0,7</i>	54 809 <i>1,5</i>	55 549 <i>1,4</i>	52 310 <i>3,8</i>	54 341 <i>3,9</i>
Biens non durables	133 601 <i>0,1</i>	135 412 <i>1,4</i>	136 219 <i>0,6</i>	136 451 <i>0,2</i>	138 052 <i>1,2</i>	139 828 <i>1,3</i>	133 791 <i>1,2</i>	136 534 <i>2,1</i>
Services	310 567 <i>-0,2</i>	312 615 <i>0,7</i>	317 449 <i>1,5</i>	319 846 <i>0,8</i>	321 628 <i>0,6</i>	324 529 <i>0,9</i>	309 887 <i>2,7</i>	317 885 <i>2,6</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	195 226 <i>0,7</i>	195 606 <i>0,2</i>	197 403 <i>0,9</i>	199 451 <i>1,0</i>	200 614 <i>0,6</i>	202 584 <i>1,0</i>	192 426 <i>3,7</i>	198 269 <i>3,0</i>
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	27 823 <i>4,5</i>	28 858 <i>3,7</i>	29 374 <i>1,8</i>	29 775 <i>1,4</i>	29 763 <i>-0,0</i>	30 145 <i>1,3</i>	26 329 <i>10,3</i>	29 443 <i>11,8</i>
Investissement des administrations publiques en stocks	-24 ...	8 ...	-20 ...	-76 ...	-72 ...	-16 ...	13 ...	-40 ...
Formation brute de capital fixe des entreprises	183 191 <i>-3,4</i>	183 914 <i>0,4</i>	184 154 <i>0,1</i>	185 428 <i>0,7</i>	185 506 <i>0,0</i>	187 782 <i>1,2</i>	185 075 <i>3,5</i>	184 751 <i>-0,2</i>
Bâtiments résidentiels	52 978 <i>4,5</i>	56 586 <i>6,8</i>	56 090 <i>-0,9</i>	58 115 <i>3,6</i>	59 664 <i>2,7</i>	61 470 <i>3,0</i>	50 456 <i>10,3</i>	57 614 <i>14,2</i>
Ouvrages non résidentiels	46 882 <i>-2,8</i>	44 394 <i>-5,3</i>	43 231 <i>-2,6</i>	42 631 <i>-1,4</i>	41 920 <i>-1,7</i>	41 830 <i>-0,2</i>	48 047 <i>2,2</i>	43 044 <i>-10,4</i>
Machines et matériel	82 954 <i>-8,6</i>	82 479 <i>-0,6</i>	84 606 <i>2,6</i>	84 340 <i>-0,3</i>	83 453 <i>-1,1</i>	83 915 <i>0,6</i>	86 494 <i>0,3</i>	83 720 <i>-3,2</i>
Investissement des entreprises en stocks	-12 183 ...	-6 130 ...	9 952 ...	7 996 ...	11 638 ...	18 266 ...	-2 057 ...	5 864 ...
Non agricoles	-11 229 ...	-5 878 ...	10 763 ...	9 219 ...	12 551 ...	15 890 ...	-1 436 ...	6 664 ...
Agricultures	-1 172 ...	-462 ...	-906 ...	-1 318 ...	-1 013 ...	1 993 ...	-757 ...	-925 ...
Exportations de biens et services	437 453 <i>0,2</i>	441 055 <i>0,8</i>	441 610 <i>0,1</i>	450 707 <i>2,1</i>	440 573 <i>-2,2</i>	434 099 <i>-1,5</i>	443 853 <i>-3,1</i>	443 486 <i>-0,1</i>
Biens	381 827 <i>0,1</i>	387 858 <i>1,6</i>	386 883 <i>-0,3</i>	395 514 <i>2,2</i>	384 335 <i>-2,8</i>	379 468 <i>-1,3</i>	388 001 <i>-3,5</i>	388 648 <i>0,2</i>
Services	55 763 <i>1,4</i>	53 447 <i>-4,2</i>	54 935 <i>2,8</i>	55 417 <i>0,9</i>	56 425 <i>1,8</i>	54 815 <i>-2,9</i>	56 003 <i>-0,4</i>	55 056 <i>-1,7</i>
Moins: Importations de biens et services	369 179 <i>-3,9</i>	372 277 <i>0,8</i>	389 046 <i>4,5</i>	394 603 <i>1,4</i>	393 171 <i>-0,4</i>	395 669 <i>0,6</i>	384 782 <i>-5,0</i>	387 274 <i>0,6</i>
Biens	314 380 <i>-4,1</i>	319 013 <i>1,5</i>	332 667 <i>4,3</i>	339 564 <i>2,1</i>	338 001 <i>-0,5</i>	340 147 <i>0,6</i>	327 588 <i>-5,6</i>	332 311 <i>1,4</i>
Services	54 931 <i>-3,2</i>	53 631 <i>-2,4</i>	56 676 <i>5,7</i>	55 601 <i>-1,9</i>	55 690 <i>0,2</i>	56 045 <i>0,6</i>	57 333 <i>-2,2</i>	55 400 <i>-3,4</i>
Divergence statistique	-660 ...	-1 856 ...	-484 ...	-463 ...	1 034 ...	97 ...	-1 038 ...	-442 ...
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 047 588 <i>0,9</i>	1 062 382 <i>1,4</i>	1 072 315 <i>0,9</i>	1 079 490 <i>0,7</i>	1 083 875 <i>0,4</i>	1 090 415 <i>0,6</i>	1 040 388 <i>1,9</i>	1 074 516 <i>3,3</i>
Demande intérieure finale	992 560 <i>0,2</i>	1 001 902 <i>0,9</i>	1 010 923 <i>0,9</i>	1 016 634 <i>0,6</i>	1 024 500 <i>0,8</i>	1 034 368 <i>1,0</i>	985 225 <i>3,2</i>	1 013 490 <i>2,9</i>

¹ La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique et en caractères plus petits, représente la variation d'un trimestre à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

Produit intérieur brut réel, en termes de dépenses, variation annualisée en pourcentage¹

	Quatrième trimestre 2001	Premier trimestre 2002	Deuxième trimestre 2002	Troisième trimestre 2002	Quatrième trimestre 2002	Premier trimestre 2003	2001	2002
variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre, au taux annuel, \$ enchaînés (1997)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	3,7	5,0	4,4	1,3	4,4	3,5	2,6	3,4
Biens durables	27,0	11,8	2,7	-1,5	11,6	-1,2	4,2	8,5
Biens semi-durables	9,2	7,7	1,4	-2,6	6,1	5,5	3,8	3,9
Biens non durables	0,4	5,5	2,4	0,7	4,8	5,2	1,2	2,1
Services	-0,9	2,7	6,3	3,1	2,2	3,7	2,7	2,6
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	2,9	0,8	3,7	4,2	2,4	4,0	3,7	3,0
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	19,4	15,7	7,3	5,6	-0,2	5,2	10,3	11,8
Investissement des administrations publiques en stocks	-108	32	-28	-56	4	56	-10	-53
Formation brute de capital fixe des entreprises	-12,7	1,6	0,5	2,8	0,2	5,0	3,5	-0,2
Bâtiments résidentiels	19,2	30,2	-3,5	15,2	11,1	12,7	10,3	14,2
Ouvrages non résidentiels	-10,8	-19,6	-10,1	-5,4	-6,5	-0,9	2,2	-10,4
Machines et matériel	-30,2	-2,3	10,7	-1,3	-4,1	2,2	0,3	-3,2
Investissement des entreprises en stocks ²	-8 750	6 053	16 082	-1 956	3 642	6 628	-14 643	7 921
Non agricoles ²	-8 852	5 351	16 641	-1 544	3 332	3 339	-13 520	8 099
Agricoles ²	-250	710	-444	-412	305	3 006	-1 166	-168
Exportations de biens et services	1,0	3,3	0,5	8,5	-8,7	-5,7	-3,1	-0,1
Biens	0,3	6,5	-1,0	9,2	-10,8	-5,0	-3,5	0,2
Services	5,9	-15,6	11,6	3,6	7,5	-10,9	-0,4	-1,7
Moins: Importations de biens et services	-14,7	3,4	19,3	5,8	-1,4	2,6	-5,0	0,6
Biens	-15,3	6,0	18,3	8,6	-1,8	2,6	-5,6	1,4
Services	-12,1	-9,1	24,7	-7,4	0,6	2,6	-2,2	-3,4
Divergence statistique ²	301	-1 196	1 372	21	1 497	-937	-2 275	595
Produit intérieur brut aux prix du marché	3,8	5,8	3,8	2,7	1,6	2,4	1,9	3,3
Demande intérieure finale	0,7	3,8	3,7	2,3	3,1	3,9	3,2	2,9

¹ Variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre, annualisée.² Variation en millions de dollars, au taux annuel.

Contribution à la variation en pourcentage du produit intérieur brut réel, en termes de dépenses

	Quatrième trimestre 2001	Premier trimestre 2002	Deuxième trimestre 2002	Troisième trimestre 2002	Quatrième trimestre 2002	Premier trimestre 2003	2001	2002
calculés à partir de données désaisonnalisées, points de pourcentage								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	0,519	0,707	0,618	0,189	0,619	0,488	1,519	1,901
Biens durables	0,470	0,227	0,053	-0,030	0,218	-0,024	0,322	0,650
Biens semi-durables	0,110	0,094	0,017	-0,033	0,072	0,065	0,184	0,190
Biens non durables	0,012	0,184	0,081	0,023	0,161	0,178	0,178	0,282
Services	-0,072	0,202	0,467	0,228	0,168	0,270	0,835	0,779
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	0,137	0,038	0,174	0,196	0,110	0,184	0,686	0,571
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	0,113	0,096	0,047	0,036	-0,001	0,033	0,233	0,288
Investissement des administrations publiques en stocks	-0,010	0,003	-0,003	-0,005	0,000	0,005	-0,001	-0,005
Formation brute de capital fixe des entreprises	-0,605	0,069	0,023	0,117	0,007	0,204	0,597	-0,036
Bâtiments résidentiels	0,228	0,363	-0,049	0,199	0,151	0,175	0,472	0,719
Ouvrages non résidentiels	-0,138	-0,251	-0,115	-0,059	-0,069	-0,009	0,108	-0,500
Machines et matériel	-0,695	-0,043	0,187	-0,023	-0,075	0,038	0,018	-0,254
Investissement des entreprises en stocks	-0,828	0,580	1,515	-0,183	0,333	0,599	-1,461	0,688
Non agricoles	-0,802	0,507	1,558	-0,145	0,302	0,297	-1,330	0,709
Agricultures	-0,026	0,073	-0,043	-0,038	0,031	0,303	-0,131	-0,022
Exportations de biens et services	0,103	0,341	0,052	0,843	-0,935	-0,596	-1,450	0,043
Biens	0,024	0,567	-0,091	0,797	-1,029	-0,448	-1,428	0,136
Services	0,078	-0,227	0,143	0,045	0,094	-0,148	-0,022	-0,093
Moins: Importations de biens et services	-1,491	0,307	1,620	0,526	-0,134	0,228	-2,021	0,228
Biens	-1,294	0,450	1,292	0,639	-0,144	0,192	-1,890	0,438
Services	-0,197	-0,143	0,327	-0,113	0,009	0,036	-0,131	-0,209
Divergence statistique	0,029	-0,114	0,129	0,002	0,139	-0,086	-0,223	0,059
Produit intérieur brut aux prix du marché	0,948	1,412	0,935	0,669	0,406	0,603	1,920	3,280
Demande intérieure finale	0,164	0,910	0,862	0,538	0,735	0,910	3,035	2,724

Les données en dollars enchaînés (1997) du tableau "Produit intérieur brut réel, en termes de dépenses, variation trimestrielle en pourcentage" ne s'additionnent pas. Les contributions à la variation en pourcentage du tableau ci-dessus peuvent s'additionner et fournissent une mesure de la composition de croissance du PIB.

Produit intérieur brut, indices implicites de prix en chaîne¹

	Quatrième trimestre 2001	Premier trimestre 2002	Deuxième trimestre 2002	Troisième trimestre 2002	Quatrième trimestre 2002	Premier trimestre 2003	2001	2002	
	calculés à partir de données désaisonnalisées, (1997=100)								
Dépenses personnelles en biens et services <i>de consommation</i>	107,3 <i>-0,3</i>	107,9 <i>0,6</i>	108,8 <i>0,8</i>	109,7 <i>0,8</i>	110,2 <i>0,5</i>	111,0 <i>0,7</i>	107,2 <i>1,8</i>	109,2 <i>1,9</i>	
Dépenses courantes des administrations en biens et services	108,8 <i>0,7</i>	109,3 <i>0,5</i>	110,1 <i>0,7</i>	110,7 <i>0,5</i>	111,5 <i>0,7</i>	111,8 <i>0,3</i>	107,8 <i>1,2</i>	110,4 <i>2,4</i>	
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	102,4 <i>0,2</i>	102,9 <i>0,5</i>	102,8 <i>-0,1</i>	103,8 <i>1,0</i>	103,9 <i>0,1</i>	104,3 <i>0,4</i>	102,5 <i>0,3</i>	103,4 <i>0,8</i>	
Formation brute de capital fixe des entreprises	104,5 <i>0,7</i>	106,3 <i>1,7</i>	106,2 <i>-0,1</i>	106,3 <i>0,1</i>	107,2 <i>0,8</i>	106,7 <i>-0,5</i>	104,2 <i>1,9</i>	106,5 <i>2,2</i>	
Exportations de biens et services	103,6 <i>-3,3</i>	105,0 <i>1,4</i>	106,7 <i>1,6</i>	107,1 <i>0,4</i>	109,0 <i>1,8</i>	110,8 <i>1,7</i>	108,6 <i>1,5</i>	107,0 <i>-1,5</i>	
Importations de biens et services	108,9 <i>0,4</i>	109,8 <i>0,8</i>	108,7 <i>-1,0</i>	109,6 <i>0,8</i>	109,9 <i>0,3</i>	107,7 <i>-2,0</i>	108,9 <i>3,0</i>	109,5 <i>0,6</i>	
Produit intérieur brut aux prix du marché	104,8 -1,3	105,6 0,8	107,3 1,6	107,9 0,6	109,1 1,1	111,1 1,8	106,5 1,1	107,5 0,9	
Demande intérieure finale	107,0 <i>0,2</i>	107,7 <i>0,7</i>	108,4 <i>0,6</i>	109,1 <i>0,6</i>	109,7 <i>0,5</i>	110,2 <i>0,5</i>	106,6 <i>1,7</i>	108,7 <i>2,0</i>	

¹ La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique et en caractères plus petits, représente la variation d'un trimestre à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

Tableau sommaire du marché financier

	Quatrième trimestre 2001	Premier trimestre 2002	Deuxième trimestre 2002	Troisième trimestre 2002	Quatrième trimestre 2002	Premier trimestre 2003	2001	2002
données désaisonnalisées au taux annuel, \$ millions								
Particuliers et entreprises individuelles	41 724	47 164	45 556	49 140	48 312	47 356	41 386	47 543
Financement								
Crédit à la consommation	16 580	16 920	16 092	15 828	17 156	16 188	15 152	16 499
Emprunts bancaires	-1 256	940	464	1 424	516	824	-81	836
Autres emprunts	4 612	3 472	3 228	3 428	2 516	2 520	5 575	3 161
Hypothèques	21 788	25 832	25 772	28 460	28 124	27 824	20 740	27 047
Sociétés privées non financières	56 272	48 664	50 804	39 636	21 232	14 968	59 214	40 084
Financement								
Emprunts bancaires	-27 004	-12 884	5 760	7 400	3 864	-3 336	-10 508	1 035
Autres emprunts	-2 556	-3 460	-892	1 636	1 608	-4 512	-2 607	-277
Autres effets à court terme	-7 928	4 956	1 852	-6 972	-18 156	-10 124	-7 397	-4 580
Hypothèques	2 852	3 364	5 348	4 896	6 052	-2 176	4 634	4 915
Obligations	65 092	26 288	2 660	1 084	2 140	16 284	42 844	8 043
Actions	25 816	30 400	36 076	31 592	25 724	18 832	32 248	30 948
Entreprises publiques non financières	-2 992	-3 984	-11 112	4 828	5 172	9 972	-1 777	-1 274
Financement								
Emprunts bancaires	552	-552	-1 324	1 764	-284	3 400	377	-99
Autres emprunts	124	4	252	1 768	2 268	9 000	-372	1 073
Autres effets à court terme	-1 600	1 904	-1 980	112	1 236	296	-129	318
Hypothèques	36	-20	8	40	-4	-16	37	6
Obligations	-2 100	-5 320	-8 068	1 144	1 956	-2 708	-1 690	-2 572
Actions	-4	0	0	0	0	0	0	0
Administration fédérale	15 548	-1 180	7 712	-5 952	-5 564	-8 736	-3 195	-1 246
Financement								
Emprunts bancaires	112	80	116	120	108	212	106	106
Autres emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0
Effets à court terme - Canada	31 684	-6 512	27 764	4 696	5 076	-2 136	14 256	7 756
Obligations d'épargne du Canada	-7 552	-884	-1 508	-1 644	-2 004	-2 132	-1 819	-1 510
Obligations négociables	-8 696	6 136	-18 660	-9 124	-8 744	-4 680	-15 738	-7 598
Autres paliers d'administration publique	4 088	15 888	15 588	1 356	6 124	7 092	10 275	9 739
Financement								
Emprunts bancaires	16	580	540	524	-824	-424	-732	205
Autres emprunts	400	396	628	216	576	668	328	454
Autres effets à court terme	592	-3 280	4 796	-5 568	-5 148	1 372	1 255	-2 300
Hypothèques	4	12	8	-72	24	24	-399	-7
Obligations provinciales	3 304	18 176	7 428	7 644	10 376	6 436	9 950	10 906
Obligations municipales	-220	-4	2 148	-1 412	1 120	-1 012	-145	463
Autres obligations	-8	8	40	24	0	28	18	18
Financement total des secteurs non financiers intérieurs	114 640	106 552	108 548	89 008	75 276	70 652	105 903	94 846
Crédit à la consommation	16 580	16 920	16 092	15 828	17 156	16 188	15 152	16 499
Emprunts bancaires	-27 580	-11 836	5 556	11 232	3 380	676	-10 838	2 083
Autres emprunts	2 580	412	3 216	7 048	6 968	7 676	2 924	4 411
Effets à court terme - Canada	31 684	-6 512	27 764	4 696	5 076	-2 136	14 256	7 756
Autres effets à court terme	-8 936	3 580	4 668	-12 428	-22 068	-8 456	-6 271	-6 562
Hypothèques	24 680	29 188	31 136	33 324	34 196	25 656	25 012	31 961
Obligations	49 820	44 400	-15 960	-2 284	4 844	12 216	33 420	7 750
Actions	25 812	30 400	36 076	31 592	25 724	18 832	32 248	30 948

américain de la production industrielle a reculé de 0,5 % en mars, l'activité du secteur de la fabrication ayant baissé de 0,2 %.

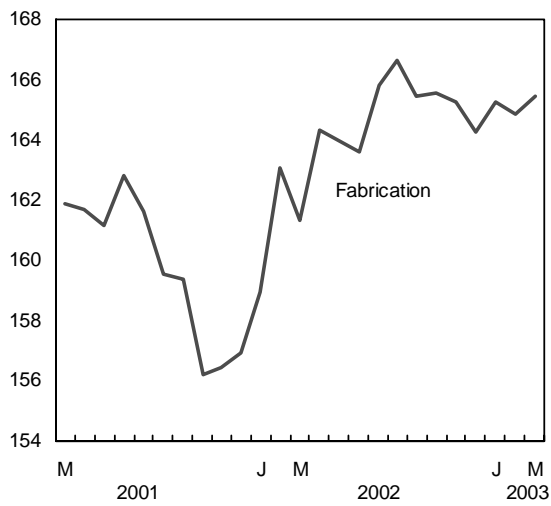
Le secteur de la fabrication rebondit après le recul de février

Le secteur de la fabrication a rebondi de 0,4 % après le recul enregistré le mois précédent. Parmi les industries ayant enregistré les hausses les plus importantes figurent les industries en amont de la construction, notamment celle des produits métalliques. La croissance de l'industrie des produits en bois s'explique principalement par la production accrue des scieries. Les exportations de ces produits ont également augmenté en mars.

En mars, les services publics se sont repliés de 1,6 % en raison de la diminution de la production d'électricité et de la distribution de gaz naturel. Le retour à des températures normales après les froids rigoureux de janvier, le ralentissement général de la croissance économique et la réduction des exportations sont à l'origine de ce fléchissement. La production du secteur minier, pétrolier et gazier s'est accrue grâce à un cinquième mois consécutif de forte expansion des activités d'exploration pétrolière et gazière. Cette effervescence est attribuable aux cours élevés des produits et aux craintes de pénurie. L'extraction du charbon a enregistré une baisse significative dans l'Ouest canadien, la demande d'exportation en provenance du Japon s'étant contractée. La production des mines de fer a diminué pour un cinquième mois d'affilée après la baisse soudaine accusée en février. Ce repli s'explique principalement par la faible demande d'exportation pour le fer et l'acier primaires.

La fabrication rebondit

PIB en milliards de dollars enchaînés (1997)



La production des usines de pâte a grimpé de 2,8 % en mars après trois mois de repli. Les prix se sont quelque peu raffermis à la suite d'une longue période de marasme qui a miné cette industrie au cours des six derniers mois. Les usines de papier (exception faite des usines de papier journal) ont aussi intensifié leurs activités en raison du gonflement de la demande intérieure d'impression et des exportations. La fabrication de produits chimiques a progressé de 0,8 % grâce à une reprise de l'industrie pharmaceutique qui survient après trois mois de fléchissement. La fabrication de fertilisants et de pesticides a atteint son plus haut niveau depuis août 2002 pour soutenir la croissance des cultures agricoles. La production des usines de résine et de caoutchouc synthétique a également augmenté.

La production d'automobiles, de fourgonnettes et de camions légers a grimpé de 1,3 %, après avoir subi un recul de 1,0 % en février. La fabrication de camions lourds a chuté de 2,5 % en mars à la suite des fortes baisses des deux mois précédents. La fabrication de pièces d'automobiles a légèrement diminué. L'accumulation des stocks dans le secteur automobile a amené les fabricants à annoncer une réduction de la production plus tard en 2003. L'industrie aérospatiale canadienne a fléchi de 2,3 % en mars; il s'agit d'une neuvième baisse mensuelle consécutive. La fabrication de matériel de télécommunications n'a pas encore touché le creux de la vague, la production ayant chuté de 3,7 % en mars pour atteindre des niveaux comparable à ceux observés au milieu des années 1990.

Tableau 1. Produit intérieur brut aux prix de base en dollars enchaînés de 1997, mensuel (désaisonnalisé au taux annuel)¹

Industrie	Octobre 2002	Novembre 2002	Décembre 2002	Janvier 2003	Février 2003	Mars 2003
	millions \$					
Ensemble des industries	986 285 <i>0,3</i>	987 137 <i>0,1</i>	987 195 <i>0,0</i>	991 934 <i>0,5</i>	994 174 <i>0,2</i>	994 602 <i>0,0</i>
Industries productrices de biens	304 095 <i>0,1</i>	304 109 <i>0,0</i>	304 067 <i>0,0</i>	305 863 <i>0,6</i>	306 519 <i>0,2</i>	307 161 <i>0,2</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	20 729 <i>0,4</i>	21 121 <i>1,9</i>	21 497 <i>1,8</i>	21 930 <i>2,0</i>	22 428 <i>2,3</i>	22 472 <i>0,2</i>
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	37 323 <i>-1,0</i>	37 662 <i>0,9</i>	38 102 <i>1,2</i>	38 256 <i>0,4</i>	37 921 <i>-0,9</i>	38 204 <i>0,7</i>
Services publics	28 609 <i>1,5</i>	28 080 <i>-1,8</i>	28 089 <i>0,0</i>	28 668 <i>2,1</i>	28 443 <i>-0,8</i>	27 979 <i>-1,6</i>
Construction	51 390 <i>0,2</i>	51 476 <i>0,2</i>	51 706 <i>0,4</i>	51 319 <i>-0,7</i>	52 501 <i>2,3</i>	52 673 <i>0,3</i>
Fabrication	165 528 <i>0,1</i>	165 277 <i>-0,2</i>	164 250 <i>-0,6</i>	165 286 <i>0,6</i>	164 866 <i>-0,3</i>	165 452 <i>0,4</i>
Industries productrices de services	682 474 <i>0,4</i>	683 318 <i>0,1</i>	683 419 <i>0,0</i>	686 357 <i>0,4</i>	687 942 <i>0,2</i>	687 720 <i>0,0</i>
Commerce de gros	60 021 <i>1,4</i>	60 278 <i>0,4</i>	59 965 <i>-0,5</i>	61 868 <i>3,2</i>	62 068 <i>0,3</i>	61 777 <i>-0,5</i>
Commerce de détail	54 889 <i>1,5</i>	54 473 <i>-0,8</i>	54 829 <i>0,7</i>	55 062 <i>0,4</i>	55 731 <i>1,2</i>	55 283 <i>-0,8</i>
Transport et entreposage	45 410 <i>0,0</i>	45 433 <i>0,1</i>	45 361 <i>-0,2</i>	45 664 <i>0,7</i>	45 664 <i>0,0</i>	45 697 <i>0,1</i>
Industrie de l'information et industrie culturelle	46 084 <i>0,0</i>	46 269 <i>0,4</i>	46 396 <i>0,3</i>	46 493 <i>0,2</i>	46 558 <i>0,1</i>	46 494 <i>-0,1</i>
Intermédiaires financiers, assurances et services immobiliers	196 085 <i>0,2</i>	196 097 <i>0,0</i>	195 801 <i>-0,2</i>	195 999 <i>0,1</i>	196 248 <i>0,1</i>	196 295 <i>0,0</i>
Services professionnels, scientifiques et techniques	46 103 <i>0,1</i>	46 239 <i>0,3</i>	46 260 <i>0,0</i>	46 413 <i>0,3</i>	46 442 <i>0,1</i>	46 628 <i>0,4</i>
Services administratifs et gestion de déchets	21 645 <i>0,5</i>	21 726 <i>0,4</i>	21 775 <i>0,2</i>	21 795 <i>0,1</i>	21 815 <i>0,1</i>	21 837 <i>0,1</i>
Services d'enseignement	44 500 <i>-0,1</i>	44 559 <i>0,1</i>	44 629 <i>0,2</i>	44 691 <i>0,1</i>	44 840 <i>0,3</i>	44 789 <i>-0,1</i>
Soins de santé et assistance sociale	57 886 <i>0,2</i>	58 125 <i>0,4</i>	58 255 <i>0,2</i>	58 368 <i>0,2</i>	58 519 <i>0,3</i>	58 750 <i>0,4</i>
Arts, spectacles et loisirs	9 335 <i>1,0</i>	9 320 <i>-0,2</i>	9 268 <i>-0,6</i>	9 350 <i>0,9</i>	9 303 <i>-0,5</i>	9 576 <i>2,9</i>
Hébergement et services de restauration	23 358 <i>0,0</i>	23 424 <i>0,3</i>	23 391 <i>-0,1</i>	23 113 <i>-1,2</i>	23 122 <i>0,0</i>	22 904 <i>-0,9</i>
Autres services, sauf les administrations publiques	22 377 <i>0,4</i>	22 459 <i>0,4</i>	22 481 <i>0,1</i>	22 495 <i>0,1</i>	22 470 <i>-0,1</i>	22 463 <i>0,0</i>
Administrations publiques	55 725 <i>0,3</i>	55 870 <i>0,3</i>	55 939 <i>0,1</i>	56 065 <i>0,2</i>	56 175 <i>0,2</i>	56 217 <i>0,1</i>
Autres agrégations						
Production industrielle	231 796 <i>0,1</i>	231 364 <i>-0,2</i>	230 749 <i>-0,3</i>	232 503 <i>0,8</i>	231 538 <i>-0,4</i>	231 965 <i>0,2</i>
Fabrication de biens non durables	68 437 <i>0,3</i>	68 458 <i>0,0</i>	68 407 <i>-0,1</i>	68 316 <i>-0,1</i>	68 299 <i>0,0</i>	68 521 <i>0,3</i>
Fabrication de biens durables	97 140 <i>-0,1</i>	96 877 <i>-0,3</i>	95 928 <i>-1,0</i>	97 017 <i>1,1</i>	96 624 <i>-0,4</i>	96 987 <i>0,4</i>
Secteur des entreprises	836 392 <i>0,3</i>	836 875 <i>0,1</i>	836 798 <i>0,0</i>	841 375 <i>0,5</i>	843 327 <i>0,2</i>	843 628 <i>0,0</i>
Secteur non commercial	150 060 <i>0,2</i>	150 428 <i>0,2</i>	150 562 <i>0,1</i>	150 731 <i>0,1</i>	151 011 <i>0,2</i>	151 138 <i>0,1</i>
Secteur des TIC, total	59 186 <i>0,0</i>	59 236 <i>0,1</i>	59 373 <i>0,2</i>	59 635 <i>0,4</i>	59 634 <i>0,0</i>	59 477 <i>-0,3</i>

¹ La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'un mois à l'autre, en pourcentage.

Tableau 2. Produit intérieur brut aux prix de base en dollars enchaînés de 1997, trimestriel (désaisonnalisé au taux annuel) et annuel¹

Industrie	Quatrième trimestre 2001	Premier trimestre 2002	Deuxième trimestre 2002	Troisième trimestre 2002	Quatrième trimestre 2002	Premier trimestre 2003	2001	2002
	millions \$							
Ensemble des industries	949 290	963 728	973 957	982 678	986 872	993 570	947 039	976 809
	<i>0,4</i>	<i>1,5</i>	<i>1,1</i>	<i>0,9</i>	<i>0,4</i>	<i>0,7</i>	<i>1,4</i>	<i>3,1</i>
Industries productrices de biens	292 711	297 932	301 060	304 127	304 090	306 514	297 467	301 802
	<i>-0,8</i>	<i>1,8</i>	<i>1,0</i>	<i>1,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,8</i>	<i>-2,4</i>	<i>1,5</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	21 234	20 466	20 749	20 881	21 116	22 277	22 036	20 803
	-2,6	-3,6	1,4	0,6	1,1	5,5	-5,3	-5,6
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	36 683	37 370	37 199	37 453	37 696	38 127	37 485	37 429
	-1,5	1,9	-0,5	0,7	0,6	1,1	1,7	-0,1
Services publics	27 102	27 538	27 877	28 158	28 259	28 363	27 419	27 958
	0,4	1,6	1,2	1,0	0,4	0,4	-2,4	2,0
Construction	51 070	51 070	50 772	51 155	51 524	52 164	50 347	51 117
	1,3	-0,1	-0,5	0,8	0,7	1,2	3,9	1,5
Fabrication	156 326	161 098	163 957	165 946	165 018	165 201	159 853	164 005
	-1,3	3,1	1,8	1,2	-0,6	0,1	-4,6	2,6
Industries productrices de services	656 862	666 068	673 166	678 816	683 070	687 340	649 760	675 280
	<i>1,0</i>	<i>1,4</i>	<i>1,1</i>	<i>0,8</i>	<i>0,6</i>	<i>0,6</i>	<i>3,3</i>	<i>3,9</i>
Commerce de gros	54 951	56 432	58 174	59 144	60 088	61 904	54 534	58 459
	0,6	2,7	3,1	1,7	1,6	3,0	1,9	7,2
Commerce de détail	52 758	54 103	54 164	54 329	54 730	55 359	51 399	54 332
	3,5	2,5	0,1	0,3	0,7	1,1	3,9	5,7
Transport et entreposage	43 687	44 258	45 063	45 225	45 401	45 675	44 898	44 987
	-1,9	1,3	1,8	0,4	0,4	0,6	-0,7	0,2
Industrie de l'information et industrie culturelle	43 856	44 877	45 413	45 967	46 250	46 515	42 376	45 627
	2,3	2,3	1,2	1,2	0,6	0,6	10,0	7,7
Intermédiaires financiers, assurances et services immobiliers	190 506	193 285	194 555	195 706	195 994	196 181	187 421	194 885
	1,3	1,5	0,7	0,6	0,1	0,1	3,6	4,0
Services professionnels, scientifiques et techniques	44 178	44 831	45 413	45 783	46 201	46 494	44 107	45 557
	-0,2	1,5	1,3	0,8	0,9	0,6	6,5	3,3
Services administratifs et gestion de déchets	20 447	20 748	20 976	21 411	21 715	21 816	20 205	21 212
	1,2	1,5	1,1	2,1	1,4	0,5	4,6	5,0
Services d'enseignement	43 744	43 744	44 237	44 492	44 563	44 773	43 655	44 259
	0,0	0,0	1,1	0,6	0,2	0,5	0,7	1,4
Soins de santé et assistance sociale	55 755	56 210	56 861	57 582	58 089	58 546	55 105	57 185
	0,7	0,8	1,2	1,3	0,9	0,8	2,0	3,8
Arts, spectacles et loisirs	8 935	8 857	9 408	9 237	9 308	9 410	8 757	9 203
	2,3	-0,9	6,2	-1,8	0,8	1,1	2,5	5,1
Hébergement et services de restauration	22 587	23 077	23 284	23 366	23 391	23 046	22 798	23 280
	0,4	2,2	0,9	0,4	0,1	-1,5	1,8	2,1
Autres services, sauf les administrations publiques	21 688	21 895	22 038	22 235	22 439	22 476	21 481	22 152
	0,7	1,0	0,7	0,9	0,9	0,2	3,2	3,1
Administrations publiques	54 516	54 587	54 471	55 264	55 845	56 152	53 672	55 042
	1,2	0,1	-0,2	1,5	1,1	0,5	3,4	2,6
Autres agrégations								
Production industrielle	220 364	226 304	229 376	231 917	231 303	232 002	225 036	229 725
	-1,1	2,7	1,4	1,1	-0,3	0,3	-3,4	2,1
Fabrication de biens non durables	65 479	66 689	67 695	68 328	68 434	68 379	65 914	67 787
	0,2	1,8	1,5	0,9	0,2	-0,1	0,4	2,8
Fabrication de biens durables	90 947	94 461	96 303	97 648	96 648	96 876	93 972	96 265
	-2,3	3,9	2,0	1,4	-1,0	0,2	-7,6	2,4
Secteur des entreprises	802 763	816 926	826 171	833 549	836 688	842 777	801 870	828 334
	0,4	1,8	1,1	0,9	0,4	0,7	1,3	3,3
Secteur non commercial	146 673	146 965	147 948	149 297	150 350	150 960	145 320	148 640
	0,7	0,2	0,7	0,9	0,7	0,4	1,9	2,3
Secteur des TIC, total	55 890	57 808	58 629	58 901	59 265	59 582	57 222	58 651
	-1,9	3,4	1,4	0,5	0,6	0,5	-1,1	2,5

¹ La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'un mois à l'autre, en pourcentage.

Balance des paiements internationaux

Premier trimestre de 2003

Au premier trimestre, l'excédent du **compte courant** avec le reste du monde s'est accru de 3,2 milliards de dollars pour atteindre 8,0 milliards de dollars après désaisonnalisation. Il s'agit du plus fort excédent des 7 derniers trimestres. L'excédent au chapitre des biens a crû de 1,9 milliard de dollars, à la faveur d'un repli de 1,3 milliard de dollars des importations, et il y a eu amélioration du solde du revenu de placements.

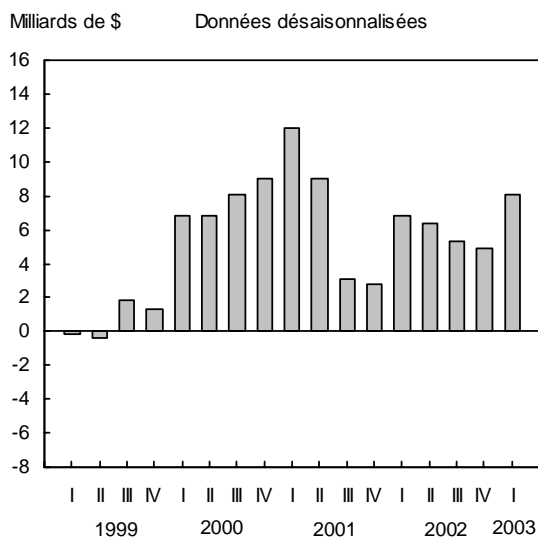
Au **compte capital et financier** (non désaisonnalisé), les investisseurs des deux côtés de la frontière se sont intéressés surtout aux marchés des obligations, les marchés boursiers continuant de s'affaiblir. En toile de fond à ces activités, le dollar canadien se renforçait sur le marché des changes ayant terminé le trimestre à un peu plus de 68 cents US, soit près de cinq cents de plus qu'à la fin de l'année 2002.

Compte courant

Les prix de l'énergie entraînent l'excédent au chapitre des biens

L'excédent du commerce des biens a crû de 1,9 milliard de dollars et atteint 15,5 milliards de dollars au premier trimestre. Les exportations étaient en hausse de 0,6 milliard de dollars, et les importations en baisse de 1,3 milliard de dollars. L'accroissement de l'excédent au chapitre des biens était entièrement attribuable à la composante de l'énergie, où l'excédent a augmenté de 2,8 milliards de dollars, tandis que la balance commerciale de la plupart des autres grandes catégories de marchandises se détériorait.

Solde du compte courant



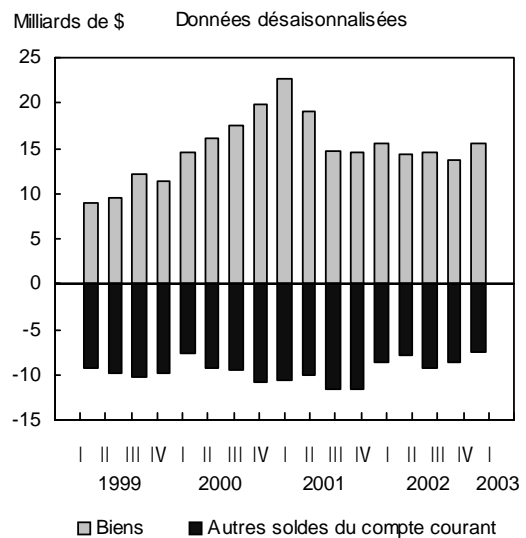
La valeur des exportations des produits de l'énergie a progressé de 3,1 milliards de dollars, sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie, pour atteindre 17,8 milliards de dollars, soit son plus haut niveau en 2 ans. La hausse la plus marquée des prix de l'énergie a touché le gaz naturel (environ 35 %). Les prix des autres composantes de cette catégorie ont augmenté également, mais moins rapidement. La diminution des exportations de produits de l'automobile s'est répartie entre les voitures particulières et les camions, et a été partiellement épongee par une augmentation dans le cas des pièces de

véhicules automobiles. Les exportations de produits de machines et équipement, de biens industriels et de produits forestiers ont également accusé d'importants replis. Les exportations de bois de construction ont continué de se détériorer, principalement par une diminution de volume. Les produits de l'agriculture ont perdu un peu de terrain, les exportations de blé ayant diminué pour un cinquième trimestre consécutif. Pendant cette période, les exportations de blé ont baissé d'environ 60 %.

La réduction de 1,3 milliard de dollars des importations était essentiellement le fait d'une baisse des importations de produits de machines et équipement et de produits de l'automobile. Cependant, les valeurs des importations de produits de l'énergie (encore une fois en raison du prix) et de l'agriculture ont augmenté. La plus forte baisse des importations a touché les machines et équipement, particulièrement la catégorie autre matériel de communications et matériel connexe, ainsi que les aéronefs, moteurs et pièces d'aéronefs. Les importations de produits de l'automobile ont aussi fléchi au premier trimestre, où il y a eu moins d'expéditions de voitures particulières.

Selon la région, l'excédent au chapitre des biens avec les États-Unis a crû au premier trimestre, les importations ayant enregistré un net recul et les exportations une légère progression. Les déficits avec le Royaume-Uni, le Japon et les pays hors OCDE se sont améliorés.

Solde des biens et autres soldes du compte courant



Les paiements de revenu de placements diminuent

Le déficit au chapitre du revenu de placements a reculé de 1,6 milliards de dollars, le revenu gagné sur le passif du Canada ayant été de 2,0 milliards de dollars de moins qu'au premier trimestre. Les gains des investisseurs directs étrangers détenant des avoirs au Canada sont retombés après un quatrième trimestre de 2002 qui a été exceptionnellement vigoureux. L'intérêt sur les obligations canadiennes a aussi diminué après trois trimestres d'augmentations alors que le coût des intérêts payables en dollar US a baissé.

En même temps, le revenu des investissements directs canadiens à l'étranger est demeuré élevé, n'ayant connu qu'une légère baisse.

Le déficit des services a connu une légère progression

Avec la diminution du nombre de visiteurs étrangers au Canada et l'augmentation du nombre de Canadiens voyageant à l'étranger ailleurs qu'aux États-Unis au cours du premier trimestre, le déficit au chapitre des voyages a connu une légère hausse. Un nombre record de Canadiens ont visité des pays autres que les États-Unis, tandis que le nombre de Canadiens ayant passé au moins une nuit aux États-Unis n'aura été plus bas qu'une seule autre fois depuis quatre ans. La légère hausse des paiements pour les services commerciaux, conjuguée à une chute des recettes, a provoqué un accroissement du déficit.

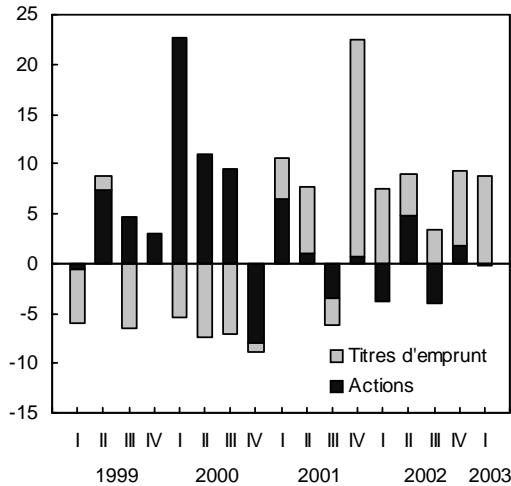
Compte financier

Les obligations ouvrent la voie

Avec la flambée du dollar canadien par rapport aux autres grandes devises étrangères au cours du trimestre, les investisseurs de portefeuille étrangers ont acquis un montant considérable d'obligations canadiennes – leur plus grand investissement en cinq trimestres et a été dominé par des émissions en dollars canadiens. En même temps, la demande canadienne en obligations étrangères a rebondi en accord avec la demande pour l'année 2002 qui a été la plus élevée au cours des quatre dernières années.

Investissements étrangers de portefeuille au Canada

Milliards de \$



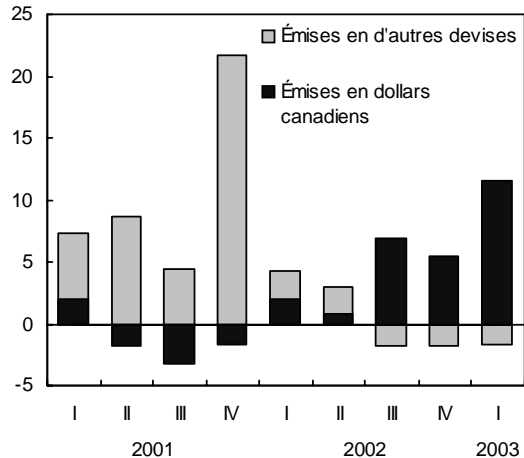
Les placements de portefeuille transfrontaliers favorisent les obligations en dollars canadiens

Les investisseurs étrangers ont acheté pour 9,9 milliards de dollars d'obligations canadiennes, surtout des émissions en circulation du gouvernement fédéral. Ces investissements étrangers sont allés entièrement aux obligations en dollars canadiens, à la faveur des solides gains réalisés par le dollar canadien sur les devises étrangères. Du milieu de 1993 au milieu de 2002, les investissements étrangers en obligations canadiennes ont été presque entièrement effectués en émissions en devises étrangères, surtout en dollars US. Dans la deuxième moitié de 2002, les investisseurs étrangers

ont favorisé les obligations en dollars canadiens, ayant acheté pour 12,4 milliards de dollars de ces obligations mais ont vendu 3,6 milliards de dollars d'obligations canadiennes libellées en devises étrangères. Les investissements du premier trimestre de 2003 ont accéléré cette tendance, les investisseurs étrangers ayant ajouté pour 11,5 milliards de dollars supplémentaires en obligations en dollars canadiens, tout en réduisant de 1,6 milliard de dollars leurs obligations canadiennes en devises étrangères principalement suite aux remboursements.

Investissements étrangers en obligations canadiennes par devise

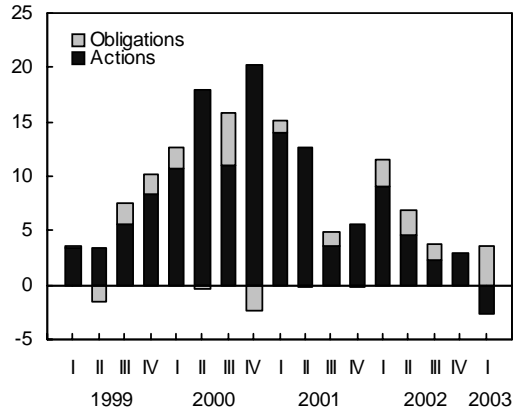
Milliards \$



Les investissements canadiens en obligations étrangères ont rebondi et atteint un montant non négligeable de 3,6 milliards de dollars, ce montant représente plus de la moitié des montants investis pour l'ensemble de l'année 2002. Depuis 1998, les investissements canadiens sur le marché obligataire étranger ont visés les obligations américaines et, encore une fois au cours de ce trimestre, la majorité est allée aux obligations américaines. Cependant, au cours des trois

Investissements canadiens de portefeuille à l'étranger¹

Milliards de \$



¹ Signes renversés de la balance des paiements.

derniers trimestres, les investisseurs canadiens ont tourné leur attention vers les obligations d'outre-mer, qui ont représenté des investissements totaux durant cette période de 3,0 milliards de dollars, ou 60% du total.

Les placements transfrontaliers en actions en baisse sur des marchés boursiers faibles

La demande canadienne d'actions étrangères est en recul depuis la première moitié de 2001 et a culminé, au présent trimestre, à une réduction d'un montant sans précédent de 2,7 milliards de dollars des avoirs en actions étrangères détenus par les investisseurs canadiens. Le moteur reste dans une large mesure les réductions des portefeuilles d'actions étrangères des fonds communs de placement canadiens. Les deux tiers du désinvestissement ont été en actions américaines, et le reste en actions d'outre-mer. En même temps, les investisseurs étrangers ont vendu une faible quantité d'actions canadiennes, pendant que le cours des actions continuait de fléchir au Canada. De plus, les investisseurs étrangers ont vendu pour 1,1 milliard de dollars d'instruments du marché monétaire, malgré le raffermissement du dollar canadien et une différence de taux d'intérêt qui a crû en faveur de l'investissement au Canada.

Les investissements directs sont faibles tant à l'actif qu'au passif avec peu d'acquisitions

Comme au premier trimestre de 2002, les investisseurs directs canadiens ont canalisé un montant modeste de 5,6 milliards de dollars dans les économies étrangères au cours du trimestre. Le gros des investissements est allé aux sociétés affiliées existantes pour leurs besoins de fonds de roulement, et il y a eu peu d'acquisitions. Du côté du passif, des investissements directs étrangers de 3,1 milliards de dollars ont été investis dans l'économie canadienne, un faible niveau pour un quatrième trimestre consécutif. Encore une fois, les investissements ont profité aux sociétés affiliées existantes à des fins de fonds de roulement, les acquisitions ayant été inexistantes.

Autres placements

Les réserves internationales du Canada ont diminué de 2,7 milliards de dollars au premier trimestre, surtout à cause d'une réduction des titres libellés en dollars américains. Le Canada a réduit ses avoirs de réserve pendant trois trimestres consécutifs, pour un total de 5,2 milliards de dollars. L'actif et le passif-dépôts ont connu de fortes fluctuations qui se sont compensées au premier trimestre, surtout entre les banques canadiennes et leurs sociétés affiliées étrangères. Le passif-prêts a augmenté sous l'effet des opérations en conventions de rachat.

Balance des paiements

Compte courant	Quatrième trimestre de 2001	Premier trimestre de 2002	Deuxième trimestre de 2002	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	2001	2002
	données non désaisonnalisées							
	millions de \$							
Recettes								
Biens et services:	112 440	112 500	120 597	120 120	119 411	117 511	480 404	472 628
Biens	99 533	100 064	106 083	102 235	105 923	104 495	421 519	414 305
Services	12 907	12 435	14 514	17 886	13 487	13 016	58 885	58 323
Revenus de placements:	4 851	6 842	7 778	7 828	9 191	8 637	26 715	31 638
Investissements directs	511	2 776	3 618	3 756	5 196	4 528	7 297	15 345
Investissements de portefeuille	2 005	2 055	2 133	2 064	2 072	2 061	7 907	8 323
Autres investissements	2 335	2 012	2 027	2 008	1 923	2 049	11 511	7 970
Transferts courants	1 885	1 964	1 469	1 543	2 026	2 042	6 990	7 002
Recettes du compte courant	119 176	121 306	129 844	129 491	130 628	128 190	514 110	511 268
Paiements								
Biens et services:	100 558	100 275	109 754	105 221	107 862	104 808	417 908	423 112
Biens	84 794	83 879	92 830	88 129	91 621	87 886	350 632	356 459
Services	15 764	16 396	16 924	17 092	16 241	16 922	67 276	66 653
Revenus de placements:	14 108	14 761	13 404	15 014	15 970	15 353	64 029	59 149
Investissements directs	3 916	5 116	4 080	5 613	5 915	5 412	21 884	20 724
Investissements de portefeuille	7 547	7 236	7 346	7 497	7 564	7 379	29 590	29 643
Autres investissements	2 645	2 408	1 979	1 904	2 490	2 563	12 555	8 782
Transferts courants	1 287	1 909	1 060	1 295	1 377	1 950	5 308	5 641
Paiements du compte courant	115 953	116 945	124 218	121 530	125 209	122 111	487 245	487 902
Soldes								
Biens et services:	11 882	12 225	10 843	14 900	11 548	12 703	62 496	49 516
Biens	14 739	16 186	13 253	14 105	14 302	16 609	70 887	57 846
Services	-2 857	-3 960	-2 410	794	-2 754	-3 906	-8 391	-8 330
Revenus de placements:	-9 257	-7 919	-5 626	-7 186	-6 779	-6 716	-37 314	-27 511
Investissements directs	-3 405	-2 340	-4 62	-1 858	-719	-884	-14 587	-5 379
Investissements de portefeuille	-5 542	-5 182	-5 212	-5 433	-5 493	-5 318	-21 683	-21 320
Autres investissements	-309	-397	48	104	-567	-514	-1 044	-811
Transferts courants	598	55	409	247	650	93	1 682	1 361
Solde du compte courant	3 223	4 361	5 625	7 961	5 419	6 079	26 864	23 366
Compte capital et financier^{1, 2}								
Compte capital	1 017	1 396	1 476	1 102	842	958	5 678	4 816
Compte financier	-4 362	1 345	122	-9 830	-9 599	1 767	-23 466	-17 961
Actif du Canada, flux nets								
Investissements directs canadiens à l'étranger	-6 153	-6 706	-8 731	-13 576	-16 205	-5 642	-56 737	-45 217
Investissements de portefeuille:	-5 204	-11 435	-6 866	-3 722	-2 928	-890	-37 573	-24 950
Obligations étrangères	301	-2 442	-2 298	-1 472	-32	-3 604	-1 920	-6 243
Actions étrangères	-5 505	-8 993	-4 567	-2 250	-2 897	2 714	-35 653	-18 707
Autres investissements:	-26 154	-7 342	2 636	-8	-5 943	-18 015	-19 748	-10 657
Prêts	-6 707	-2 448	2 237	-1 332	-6 136	-3 927	-8 011	-7 678
Dépôts	-15 268	-1 219	2 146	2 377	3 107	-13 709	-2 173	6 411
Réserves internationales	-1 128	-696	-1 450	1 885	559	2 711	-3 353	298
Autres actifs	-3 051	-2 978	-297	-2 938	-3 474	-3 090	-6 210	-9 688
Total de l'actif du Canada, flux nets	-37 511	-25 482	-12 960	-17 306	-25 076	-24 547	-114 058	-80 825
Passif du Canada, flux nets								
Investissements directs étrangers au Canada	13 186	16 779	7 324	2 620	5 619	3 089	44 608	32 342
Investissements de portefeuille:	22 521	3 594	8 891	-766	9 339	8 512	34 669	21 058
Obligations canadiennes	20 066	6 154	3 766	5 102	3 691	9 931	37 351	18 712
Actions canadiennes	629	-3 865	4 781	-4 076	1 724	-274	4 667	-1 436
Effets du marché monétaire canadien	1 826	1 305	344	-1 791	3 925	-1 145	-7 349	3 782
Autres investissements:	-2 558	6 455	-3 132	5 622	519	14 712	11 315	9 464
Emprunts	-8 317	784	-3 095	1 857	1 670	2 417	-7 008	1 216
Dépôts	7 386	7 465	1 868	5 353	-1 128	14 504	23 716	13 559
Autres passifs	-1 627	-1 794	-1 905	-1 588	-23	-2 208	-5 393	-5 311
Total du passif du Canada, flux nets	33 149	26 828	13 083	7 476	15 477	26 313	90 592	62 864
Total du compte capital et financier, flux nets	-3 345	2 742	1 598	-8 727	-8 757	2 725	-17 788	-13 145
Divergence statistique	122	-7 103	-7 223	767	3 338	-8 804	-9 076	-10 221

1. Un signe négatif (-) indique une sortie de capital provenant d'un accroissement de créances envers les non-résidents ou d'une diminution des engagements envers les non-résidents.

2. Les transactions sont enregistrées sur une base nette.

Compte courant

	Quatrième trimestre 2001	Premier trimestre 2002	Deuxième trimestre 2002	Troisième trimestre 2002	Quatrième trimestre 2002	Premier trimestre 2003	2001	2002
données désaisonnalisées								
millions de \$								
Recettes								
Biens et services:	112 825	115 314	117 357	120 309	119 647	119 794	480 404	472 628
Biens	98 312	101 231	102 843	105 650	104 580	105 197	421 519	414 305
Services:	14 514	14 083	14 513	14 659	15 067	14 597	58 885	58 323
Voyages	4 000	4 238	4 040	4 195	4 258	4 033	16 414	16 731
Transports	2 516	2 544	2 656	2 700	2 932	2 771	10 455	10 831
Services commerciaux	7 637	6 929	7 444	7 420	7 520	7 426	30 553	29 312
Services gouvernementaux	361	373	374	344	357	367	1 463	1 448
Revenus de placements:	4 777	6 878	7 686	7 963	9 111	8 707	26 715	31 638
Investissements directs:	447	2 789	3 525	3 923	5 108	4 572	7 297	15 345
Intérêts	82	129	147	127	144	124	341	546
Bénéfices	365	2 660	3 378	3 796	4 964	4 448	6 956	14 799
Investissements de portefeuille:	2 020	2 056	2 118	2 060	2 089	2 063	7 907	8 323
Intérêts	481	465	490	394	426	441	2 014	1 775
Dividendes	1 540	1 591	1 628	1 666	1 663	1 622	5 893	6 548
Autres investissements	2 309	2 033	2 043	1 980	1 915	2 072	11 511	7 970
Transferts courants:	1 791	1 740	1 616	1 708	1 938	1 788	6 990	7 002
Privé	612	686	628	676	630	719	2 460	2 619
Officiel	1 179	1 055	987	1 032	1 308	1 069	4 530	4 382
Total des recettes	119 393	123 933	126 658	129 980	130 696	130 289	514 110	511 268
Paiements								
Biens et services:	100 238	101 931	105 516	107 880	107 785	106 304	417 908	423 112
Biens	83 869	85 813	88 551	91 137	90 958	89 680	350 632	356 459
Services:	16 370	16 118	16 965	16 743	16 827	16 624	67 276	66 653
Voyages	4 296	4 515	4 719	4 665	4 686	4 617	18 542	18 585
Transports	3 224	3 290	3 527	3 718	3 667	3 502	13 807	14 202
Services commerciaux	8 635	8 094	8 507	8 146	8 258	8 293	34 091	33 005
Services gouvernementaux	215	219	211	214	216	212	836	861
Revenus de placements:	14 990	13 833	13 435	15 334	16 546	14 517	64 029	59 149
Investissements directs:	4 853	4 440	3 975	5 773	6 537	4 858	21 884	20 724
Intérêts	567	378	343	327	342	566	2 309	1 390
Bénéfices	4 286	4 062	3 632	5 446	6 194	4 292	19 576	19 334
Investissements de portefeuille:	7 570	7 222	7 342	7 495	7 584	7 358	29 590	29 643
Intérêts	7 001	6 819	6 901	7 052	7 119	6 808	27 406	27 891
Dividendes	569	403	441	442	465	550	2 184	1 752
Autres investissements	2 567	2 171	2 118	2 067	2 426	2 301	12 555	8 782
Transferts courants:	1 363	1 392	1 331	1 432	1 487	1 422	5 308	5 641
Privé	740	734	780	792	814	728	2 864	3 120
Officiel	623	658	551	640	672	693	2 444	2 521
Total des paiements	116 592	117 156	120 283	124 646	125 818	122 243	487 245	487 902
Solde								
Biens et services:	12 587	13 384	11 840	12 430	11 862	13 490	62 496	49 516
Biens	14 443	15 419	14 292	14 513	13 622	15 517	70 887	57 846
Services:	-1 856	-2 035	-2 452	-2 083	-1 760	-2 028	-8 391	-8 330
Voyages	-296	-277	-679	-470	-427	-585	-2 128	-1 853
Transports	-709	-746	-872	-1 017	-736	-731	-3 352	-3 371
Services commerciaux	-998	-1 165	-1 064	-726	-738	-867	-3 538	-3 693
Services gouvernementaux	146	153	163	130	141	155	627	587
Revenus de placements:	-10 213	-6 955	-5 749	-7 371	-7 435	-5 810	-37 314	-27 511
Investissements directs:	-4 406	-1 651	-450	-1 849	-1 429	-287	-14 587	-5 379
Intérêts	-485	-249	-196	-200	-199	-443	-1 968	-844
Bénéfices	-3 920	-1 402	-254	-1 649	-1 230	156	-12 620	-4 535
Investissements de portefeuille:	-5 550	-5 166	-5 224	-5 435	-5 495	-5 295	-21 683	-21 320
Intérêts	-6 521	-6 354	-6 411	-6 659	-6 693	-6 368	-25 392	-26 116
Dividendes	971	1 188	1 187	1 224	1 198	1 073	3 709	4 796
Autres investissements	-258	-138	-75	-87	-511	-228	-1 044	-811
Transferts courants:	428	348	285	276	451	367	1 682	1 361
Privé	-128	-49	-152	-116	-185	-9	-404	-501
Officiel	556	397	436	392	636	376	2 086	1 862
Compte courant	2 801	6 777	6 375	5 334	4 879	8 046	26 864	23 366

Bilan des investissements internationaux du Canada

Premier trimestre 2003

Note aux lecteurs

Il s'agit de la première diffusion du bilan des investissements internationaux sur une base trimestrielle.

Les estimations provisoires pour 2002 et les estimations trimestrielles de 1990 au premier trimestre de 2003 sont maintenant disponibles. L'augmentation de la fréquence de ces données fait partie d'une initiative pluriannuelle visant l'amélioration du bilan pour tous les secteurs de l'économie.

Pour plus de renseignements sur l'accès aux nouvelles séries CANSIM, sur la documentation récapitulative des méthodologies utilisées et d'autres caractéristiques de ces initiatives pluriannuelles, voir «Comptes du bilan national et du Bilan des investissements internationaux du Canada»

Réévaluation de la monnaie

La valeur de l'actif et du passif libellée en devise étrangère est convertie en dollars canadiens à la fin de chaque période pour laquelle on calcule un bilan. La plupart des avoirs étrangers du Canada sont exprimés en devises étrangères, tandis que moins de la moitié de notre passif international est en devises étrangères.

Lorsque le dollar canadien prend de la valeur, la redéfinition de la valeur de cet actif et de ce passif en dollars canadiens fait diminuer la valeur déclarée. L'opposé est vrai lorsque le dollar perd de la valeur.

La valeur de l'actif et du passif du Canada à l'étranger a fortement baissé au cours des trois premiers mois de 2003 suite à la forte remontée du dollar canadien.

La baisse des actifs internationaux est quatre fois plus forte que celle des passifs. En conséquence, le passif net du Canada envers les non-résidents – la différence entre l'actif et le passif étranger – a fortement augmenté.

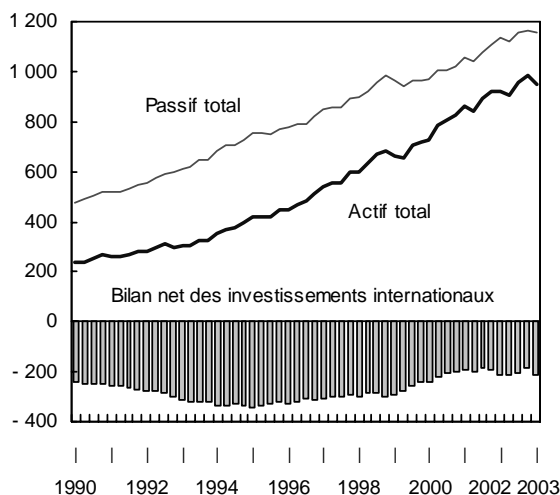
La valeur des actifs internationaux a diminué de 34,1 milliards de dollars par rapport au niveau observé à la fin de 2002, pour se situer à 949,2 milliards de dollars. Le dollar, qui a gagné 7 % de sa valeur de janvier à mars par rapport au dollar américain, a enlevé 60,4 milliards de dollars à la valeur de ces actifs, la plupart d'entre eux étant en dollars américains. Ceci a plus que contrebalancé les gains résultant de nouvelles acquisitions.

Il y a aussi eu une baisse du passif international du Canada de l'ordre de 7,9 milliards de dollars à 1 159 milliards de dollars. L'effet du raffermississement de la monnaie a été partiellement atténué par une augmentation des emprunts à l'étranger.

Par conséquent, le passif international net du Canada est passé d'un creux historique de 184,0 milliards de dollars à la fin de 2002 à 210,3 milliards de dollars à la fin de mars 2003. Le ratio de la dette extérieure – produit intérieur brut se situait à 17 %. Il est demeuré à l'intérieur de la fourchette observée au cours des 11 derniers trimestres et bien en deçà du sommet de 44 % atteint en 1994.

Bilan des investissements internationaux du Canada

Milliards de \$



Baisse des investissements directs canadiens à l'étranger

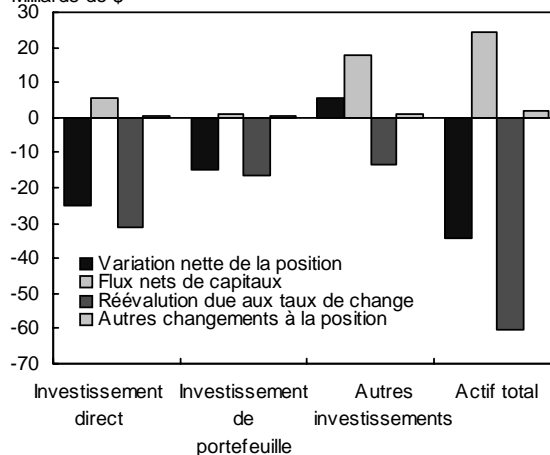
Le raffermississement du dollar canadien a eu sa plus grande incidence sur la valeur des investissements directs canadiens à l'étranger, lesquels ont baissé de 24,9 milliards de dollars pour atteindre 406,9 milliards de dollars.

Le rythme des acquisitions des entreprises étrangères a ralenti pour tomber à presque rien ces derniers trimestres, la plupart des investissements directs étrangers du premier trimestre étant allés aux sociétés affiliées existantes.

Dans l'ensemble, l'actif des investisseurs directs à l'étranger a diminué de 24,9 milliards de dollars durant le trimestre, dont environ 11,1 milliards de dollars ont été attribuables aux États-Unis.

Facteurs expliquant la variation nette de la valeur de l'actif entre le quatrième trimestre de 2002 et le premier trimestre de 2003

Milliards de \$



Les avoirs en actions étrangères aussi en baisse

La combinaison d'un faible marché boursier au premier trimestre de 2003 et de la hausse du dollar canadien s'est traduite par une diminution de 8 % de la valeur des actions étrangères détenues par les Canadiens.

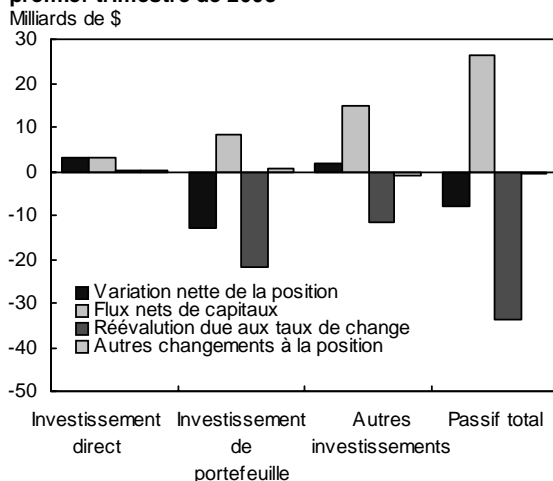
Les Canadiens ont vendu pour 2,7 milliards de dollars d'actions étrangères durant le trimestre. Ces ventes, combinées, à la réévaluation de la monnaie, a donné lieu à une baisse de 17,0 milliards de dollars des avoirs en actions étrangères, lesquels se sont établis à 202,2 milliards de dollars. Une bonne partie de la baisse, environ 9,7 milliards de dollars, a été enregistrée aux États-Unis.

Diminution du passif obligataire canadien malgré les acquisitions du premier trimestre

Au premier trimestre, les investisseurs étrangers ont acquis près de 10 milliards de dollars d'obligations canadiennes émises en dollars canadiens. Toutefois, puisque plus de la moitié des obligations canadiennes en circulation détenues par les investisseurs étrangers sont émises en dollars américains, la valeur totale de cet instrument a diminué de 11,6 milliards de dollars pour se situer à 432,1 milliards de dollars.

En raison de quatre trimestres consécutifs de faible investissement, les investisseurs directs étrangers ont ajouté moins de 1 % à leur position d'investissements directs étrangers au Canada. Ce type d'investissement, toujours exprimé en dollars canadiens, a atteint 352,5 milliards de dollars à la fin de mars 2003.

Facteurs expliquant la variation nette de la valeur du passif entre le quatrième trimestre de 2002 et le premier trimestre de 2003



Résultats annuels 2002: Tendance à la baisse du passif international net

Le passif international net du Canada est à la baisse depuis les neuf dernières années.

À la fin de 2002, le passif international net du Canada avait atteint un creux historique de 184,0 milliards de dollars. Ce niveau était en baisse par rapport au 189,4 milliards de dollars de la fin de 2001 et bien en deçà du passif net de 243,7 milliards de 1999.

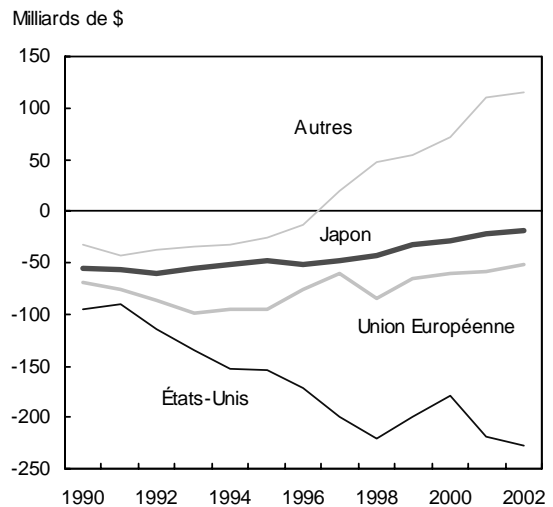
À l'échelon régional, les investisseurs américains détiennent une proportion croissante du passif net du Canada.

D'autre part, le Canada est dans une position d'actif net avec le total de tous les autres pays, depuis 2001.

Le Canada a diminué son passif net avec l'Union européenne au cours des cinq dernières années, le réduisant de plus du tiers, lequel s'est situé à 52,4 milliards de dollars. Le Japon qui a également diminué de façon constante sa position créditrice nette à l'égard du Canada détient 19,3 milliards de dollars du passif international du Canada, en baisse par rapport au 42,3 milliards de dollars d'il y a cinq ans.

Pour l'ensemble de tous les autres pays, le Canada est rapidement passé à une position d'actif net depuis 1997.

Bilan des investissements internationaux du Canada, par zone géographique



Bilan des investissements internationaux du Canada en fin de période

	Quatrième trimestre de 2001	Premier trimestre de 2002	Deuxième trimestre de 2002	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	2001	2002
Actif	milliards de \$							
Investissements directs canadiens à l'étranger	389,7	385,8	383,4	410,9	431,8	406,9	389,7	431,8
Investissements de portefeuille								
Obligations étrangères	37,1	38,3	38,6	40,8	40,0	42,1	37,1	40,0
Actions étrangères	203,5	206,0	205,8	215,9	219,2	202,2	203,5	219,2
Autres investissements								
Prêts	68,6	68,6	64,4	65,4	71,1	74,1	68,6	71,1
Provisions	-11,9	-11,9	-11,8	-11,9	-12,0	-11,8	-11,9	-12,0
Dépôts	108,9	110,3	104,6	105,6	102,3	110,3	108,9	102,3
Réserves internationales	53,3	53,7	55,2	55,8	56,2	50,5	53,3	56,2
Autres actifs	70,4	70,6	68,6	72,1	74,7	74,9	70,4	74,7
Total de l'actif	919,6	921,3	908,8	954,5	983,3	949,2	919,6	983,3
Passif								
Investissements directs étrangers au Canada	333,6	341,6	347,5	348,6	349,4	352,5	333,6	349,4
Investissements de portefeuille								
Obligations canadiennes	421,4	427,9	420,1	439,3	443,7	432,1	421,4	443,7
Actions canadiennes	74,1	72,9	74,8	72,9	73,7	73,6	74,1	73,7
Instruments du marché monétaire canadien	21,5	22,8	22,9	21,3	25,2	24,0	21,5	25,2
Autres investissements								
Emprunts	55,5	57,5	53,5	57,6	58,5	57,7	55,5	58,5
Dépôts	181,1	188,7	183,7	196,5	194,5	197,5	181,1	194,5
Autres passifs	21,8	22,3	21,9	22,1	22,4	22,1	21,8	22,4
Total du passif	1109,0	1133,6	1124,3	1158,3	1167,3	1159,4	1109,0	1167,3
Bilan net des investissements internationaux	-189,4	-212,3	-215,4	-203,7	-184,0	-210,3	-189,4	-184,0

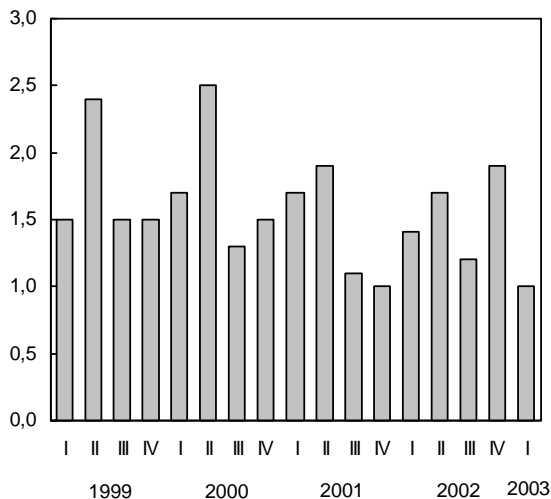
Comptes du bilan national

Premier trimestre de 2003

Au premier trimestre de 2003, la valeur nette nationale avait progressé de 1,0 % (chiffres désaisonnalisés), comparativement à un gain de 1,9 % au trimestre précédent. Ce fléchissement était attribuable à une augmentation importante de la dette extérieure nette (c'est-à-dire l'écart entre ce que nous devons aux non-résidents et ce qu'ils nous doivent), qui a contrebalancé la hausse du patrimoine national. L'augmentation de la dette extérieure nette est reliée à la hausse de la valeur du dollar canadien, qui a eu une incidence plus forte sur les actifs canadiens libellés en devises étrangères que sur les passifs libellés en devises étrangères. La croissance vigoureuse de la valeur nette nationale enregistrée au quatrième trimestre était également rattachée à la dette extérieure nette, qui avait fortement diminué.

Valeur nette nationale

Variation en %



La valeur nette nationale a atteint 3,8 billions de dollars, ou 120 900 \$ par habitant en hausse de 0,6 % par rapport au quatrième trimestre de 2002 et de 5,1 % par rapport au premier trimestre de 2002.

La progression du patrimoine national reflète la vigueur du marché de l'habitation

Le patrimoine national (soit les actifs non financiers, comme les immeubles résidentiels, les automobiles et les terrains, ainsi que le capital fixe et les stocks des entreprises) se chiffrait à 4,0 billions de dollars à la fin du premier trimestre, progressant à un rythme un peu plus élevé (+1,5%) qu'au quatrième trimestre. La croissance a été principalement le résultat de la hausse de la valeur des biens immobiliers résidentiels, reflétant la vigueur de l'investissement dans la construction des nouvelles maisons ainsi que la répercussion de la forte activité sur le marché de revente. L'importante accumulation des stocks non agricoles au premier trimestre, a aussi contribué à la croissance du patrimoine national. L'augmentation des stocks de biens de consommation durables a été beaucoup plus lente, parallèlement à la baisse des dépenses engagées durant le trimestre à l'égard de certains articles coûteux, notamment les automobiles.

La croissance de la dette est limitée par la vigueur du dollar canadien

La dette totale contractée sur les marchés de crédit (effets à court terme, emprunts, hypothèques et obligations) s'est maintenue au même niveau qu'au trimestre précédent. Cela s'explique par la demande de fonds généralement moins forte au premier trimestre, mais également par la hausse de la valeur du dollar canadien. La croissance de la dette a été endiguée par la valeur plus basse des emprunts libellés en devises étrangères dans les secteurs des sociétés et des administrations publiques.

Note aux lecteurs

Les comptes du bilan national regroupent les bilans des divers secteurs de l'économie. Ils se composent des actifs non financiers dans les divers secteurs de l'économie et de l'encours des engagements financiers. Le **patrimoine national** est la somme des actifs non financiers – les actifs produits, les terrains entourant les bâtiments et les terres agricoles – de tous les secteurs de l'économie. La **valeur nette nationale** est le patrimoine moins l'endettement net envers les non-résidents (le bilan des investissements internationaux du Canada ou la dette extérieure nette). Elle représente également la somme de la valeur nette des secteurs des particuliers, des sociétés et des administrations publiques.

Le présent communiqué marque le début de la publication des données trimestrielles des Comptes du bilan national. Les données disponibles remontent au premier trimestre de 1990. Pour le moment, seules les estimations relatives à la valeur nette nationale sont disponibles sur une base désaisonnalisée; toutefois, d'autres données désaisonnalisées seront fournies au cours de l'année. Les données du présent communiqué sont non désaisonnalisées pour tenir compte des variations saisonnières, à moins d'avis contraire.

Dans le présent communiqué, les révisions s'appliquent à la période allant de 1990 à 2002, à quelques exceptions près. Les révisions dans le temps incluent les stocks de capital et les terrains entourant les bâtiments non résidentiels, et elles découlent en grande partie de l'utilisation d'indices de prix mis à jour aux fins de calcul ainsi que d'une sectorisation améliorée de ces actifs dans le secteur des administrations publiques.

Nous tenons à informer les utilisateurs que les données relatives aux investissements canadiens dans des titres négociables étrangers (investissements à l'étranger) peuvent, dans le cas de certains secteurs des investisseurs institutionnels, différer de celles provenant des enquêtes de Statistique Canada, en particulier pour les années récentes. Cette différence tient à l'écart de plus en plus marqué entre la valeur comptable des titres négociables étrangers détenus à coût d'acquisition par des investisseurs canadiens et la valeur comptable sous-jacente des sociétés étrangères dont les actions sont détenues et négociées. Cette situation persistera au cours des prochains trimestres, car les Comptes du bilan national continueront d'être fondés sur le même concept que le Bilan des investissements internationaux en ce qui touche l'évaluation des investissements canadiens dans des titres de participation étrangers. Le problème sera toutefois réglé car l'on passera, dans le cadre à la fois des Comptes du bilan national et du Bilan des investissements internationaux, à une méthode d'évaluation commune des titres négociables fondée sur leur valeur marchande au 1^{er} trimestre de 2004.

Une mesure du patrimoine national incluant certaines ressources naturelles choisies est également disponible (CANSIM, tableau 378-0005).

Le bilan des entreprises continue de se raffermir

La hausse significative des bénéfices non répartis conjuguée à la diminution des dépenses en capital, explique l'énorme excédent du secteur des sociétés au premier trimestre, à la suite de douze trimestres consécutif d'excédents sans précédent. Ceci a permis aux sociétés de continuer à restructurer leur bilan.

En ce qui concerne les sociétés privées non financières, le ratio d'endettement a diminué de façon prononcée pour un quatrième trimestre consécutif, de sorte que la longue période de repli de ce ratio se poursuit. L'importance des bénéfices, le caractère modéré de la demande de fonds et une réduction des emprunts libellés en devises étrangères ont conduit à cette baisse au cours du trimestre. Le ratio des emprunts à court terme aux emprunts à long terme a également diminué à nouveau, les entreprises profitant de taux d'intérêt bas observés au cours de la majeure partie du trimestre et continuant de remplacer leurs emprunts par des obligations.

La valeur nette des ménages augmente encore

La valeur nette des ménages s'est accrue, bien qu'à un rythme moins élevé qu'au quatrième trimestre. La valeur nette a augmenté sous l'impulsion des gains au chapitre de la valeur des actifs non financiers des ménages au premier trimestre, en particulier les biens immobiliers résidentiels, ce qui

correspond à la tendance ayant émergé en 2002 et découle de la très forte progression du marché de l'habitation.

L'essor du secteur de l'habitation a aussi stimulé la demande de fonds des particuliers. Le ratio du crédit à la consommation et de la dette hypothécaire au revenu personnel disponible a atteint un nouveau sommet de 99,0 % (chiffres désaisonnalisés).

La croissance des actifs financiers des ménages a été limitée par des baisses de la valeur des caisses de retraite et des fonds communs de placement, reflétant en partie la diminution de la valeur des actifs détenus en devises étrangères par les investisseurs institutionnels.

La dette nette du gouvernement est légèrement à la hausse, mais continue de régresser par rapport au PIB

La dette nette des administrations publiques a progressé légèrement au cours du trimestre, ce qui reflète l'importante diminution de l'excédent combiné du secteur public ainsi que d'autres changements en actifs financiers et passifs. Mais la dette nette du secteur public par rapport au produit intérieur brut a encore reculé de plus dans le trimestre (chiffres désaisonnalisés) une cinquième diminution trimestrielle consécutive de ce ratio. À l'exception de deux trimestres où des baisses ont été enregistrées, ce ratio a été en repli depuis le deuxième trimestre de 1996.

Comptes du bilan national¹

	Quatrième trimestre de 2001	Premier trimestre de 2002	Deuxième trimestre de 2002	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	2001	2002
données non désaisonnalisées								
Valeur nette nationale								
Patrimoine national	3 747	3 814	3 880	3 921	3 968	4 026	3 747	3 968
- Dette nette extérieure	...	...	...	...	...	...	5,3	5,9
= Valeur nette nationale	3 558	3 602	3 665	3 717	3 784	3 816	3 558	3 784
Valeur nette nationale par habitant (dollars)	113 900	115 000	116 700	118 100	120 100	120 900	113 900	120 100
	...	...	...	...	...	...	4,8	5,4
données désaisonnalisées								
Valeur nette:								
Secteur des individuels	3 379	3 408	3 492	3 496	3 560	3 602	3 379	3 560
	<i>1,1</i>	<i>0,9</i>	<i>2,5</i>	<i>0,1</i>	<i>1,8</i>	<i>1,2</i>	...	...
+ Secteur des entreprises	408	430	400	429	431	428	408	431
	<i>1,5</i>	<i>5,4</i>	<i>-7,0</i>	<i>7,3</i>	<i>0,5</i>	<i>-0,7</i>	...	...
+ Secteur des administrations publiques	-229	-229	-222	-211	-207	-207	-229	-207

= Valeur nette nationale	3 558	3 609	3 670	3 713	3 784	3 822	3 558	3 784
	<i>1,0</i>	<i>1,4</i>	<i>1,7</i>	<i>1,2</i>	<i>1,9</i>	<i>1,0</i>	...	...

¹ La première ligne représente la série elle-même, exprimée en milliards de dollars. La deuxième ligne, en italique et en caractères plus petits, représente la variation d'un période à l'autre, en pourcentage.

... N'ayant pas lieu de figurer

Comptes du bilan national

	Quatrième trimestre de 2001	Premier trimestre de 2002	Deuxième trimestre de 2002	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	2001	2002
Millions de dollars, en fin de trimestre								
Total des actifs	11 074 868	11 171 126	11 337 233	11 450 789	11 599 943	11 666 164	11 074 868	11 599 943
Actifs non financiers	3 746 957	3 814 383	3 880 391	3 920 840	3 967 824	4 026 240	3 746 957	3 967 824
Immeubles résidentiels	964 678	978 602	996 495	1 015 851	1 033 872	1 051 112	964 678	1 033 872
Construction non résidentielle	945 257	950 973	957 700	966 392	974 455	981 609	945 257	974 455
Machines et matériel	416 434	420 273	426 920	429 540	433 192	433 794	416 434	433 192
Biens de consommation durables	307 223	307 932	317 562	322 442	329 759	330 879	307 223	329 759
Stocks	190 265	191 710	188 780	194 056	197 349	204 128	190 265	197 349
Terrains	923 100	964 893	992 934	992 559	999 197	1 024 718	923 100	999 197
Actifs financiers nets	-189 422	-212 276	-215 428	-203 741	-184 007	-210 282	-189 422	-184 007
Actifs financiers	7 327 911	7 356 743	7 456 842	7 529 949	7 632 119	7 639 924	7 327 911	7 632 119
Réserves officielles	53 328	53 660	55 231	55 758	56 230	50 534	53 328	56 230
Or et devises étrangères	47 796	47 973	49 037	49 407	49 478	43 926	47 796	49 478
Position de réserve au FMI	4 554	4 697	5 170	5 263	5 628	5 523	4 554	5 628
Droits de tirage spéciaux	978	990	1 024	1 088	1 124	1 085	978	1 124
Argent et dépôts bancaires	632 392	641 120	656 658	664 398	670 724	667 727	632 392	670 724
Autres dépôts	160 117	157 799	161 552	163 566	165 149	167 088	160 117	165 149
Devises et dépôts étrangers	80 530	78 763	88 393	82 901	95 029	98 310	80 530	95 029
Crédit à la consommation	188 331	189 268	194 997	199 790	204 274	205 585	188 331	204 274
Comptes à recevoir	214 875	211 684	215 023	219 297	220 591	222 051	214 875	220 591
Prêts bancaires	176 722	173 420	175 612	175 054	177 120	181 412	176 722	177 120
Autres prêts	181 718	187 926	176 378	183 495	189 196	192 763	181 718	189 196
Effets à court terme, Canada	92 290	90 285	97 782	97 118	97 631	98 734	92 290	97 631
Autres effets à court terme	168 800	164 809	172 749	174 125	168 316	167 572	168 800	168 316
Hypothèques	569 644	571 201	583 402	594 337	594 108	598 850	569 644	594 108
Obligations fédérales (dont les OÉC)	265 727	272 008	266 496	261 366	252 911	249 575	265 727	252 911
Obligations provinciales	23 819	24 021	23 685	23 442	22 309	22 034	23 819	22 309
Obligations provinciales	243 158	244 312	247 149	248 566	250 495	252 769	243 158	250 495
Obligations municipales	31 490	31 386	32 129	31 931	32 838	32 314	31 490	32 838
Autres obligations	188 412	190 028	213 615	201 312	213 595	223 380	188 412	213 595
Assurances-vie et rentes	959 753	966 434	964 031	953 061	968 425	955 219	959 753	968 425
Créances, entreprises privées	918 023	941 560	950 903	975 997	995 767	999 626	918 023	995 767
Créances, administrations publiques	185 253	188 290	189 695	192 631	191 612	184 039	185 253	191 612
Actions	1 143 820	1 118 289	1 139 617	1 161 038	1 180 418	1 164 817	1 143 820	1 180 418
Investissements étrangers	263 182	267 603	265 613	280 972	286 145	271 336	263 182	286 145
Autres éléments de l'actif	610 346	616 898	609 817	613 236	621 545	656 223	610 346	621 545
Passif et valeur nette	11 074 868	11 171 126	11 337 233	11 450 789	11 599 943	11 666 164	11 074 868	11 599 943
Passif	7 517 333	7 569 019	7 672 270	7 733 690	7 816 126	7 850 206	7 517 333	7 816 126
Argent et dépôts bancaires	648 632	656 186	670 198	679 304	684 823	681 502	648 632	684 823
Autres dépôts	160 117	157 799	161 552	163 566	165 149	167 088	160 117	165 149
Devises et dépôts étrangers	104 351	101 026	102 296	102 787	112 225	110 589	104 351	112 225
Crédit à la consommation	188 331	189 268	194 997	199 790	204 274	205 585	188 331	204 274
Comptes à payer	218 941	209 555	212 852	218 456	220 379	221 408	218 941	220 379
Emprunts bancaires	156 291	155 470	157 044	158 550	157 567	161 496	156 291	157 567
Autres emprunts	192 030	196 510	184 631	190 425	194 173	197 716	192 030	194 173
Effets à court terme, Canada	99 729	97 555	105 941	105 147	107 050	107 203	99 729	107 050
Autres effets à court terme	182 486	179 947	186 954	187 152	183 508	182 562	182 486	183 508
Hypothèques	569 966	571 520	583 717	594 657	594 428	599 168	569 966	594 428
Obligations fédérales (dont les OÉC)	339 262	344 471	337 657	334 657	331 079	330 276	339 262	331 079
Obligations provinciales	23 819	24 021	23 685	23 442	22 309	22 034	23 819	22 309
Obligations provinciales	375 534	374 835	372 432	378 181	383 696	377 631	375 534	383 696
Obligations municipales	35 966	35 715	36 240	36 021	36 474	35 889	35 966	36 474
Autres obligations	390 119	400 869	424 084	423 323	432 790	436 626	390 119	432 790
Assurances-vie et rentes	959 753	966 434	964 031	953 061	968 425	955 219	959 753	968 425
Créances, entreprises privées	418 579	432 061	444 797	451 490	460 006	464 241	418 579	460 006
Créances, administrations publiques	185 253	188 290	189 695	192 631	191 612	184 039	185 253	191 612
Actions	1 688 112	1 699 573	1 738 344	1 752 912	1 769 238	1 781 481	1 688 112	1 769 238
Autres éléments du passif	603 881	611 935	604 808	611 580	619 230	650 487	603 881	619 230
Valeur nette	3 557 535	3 602 107	3 664 963	3 717 099	3 783 817	3 815 958	3 557 535	3 783 817

Marché du crédit

	Quatrième trimestre de 2001	Premier trimestre de 2002	Deuxième trimestre de 2002	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	2001	2002
Millions de dollars, en fin de trimestre								
Passif de:								
Particuliers et entreprises individuelles	751 763	756 354	772 283	786 803	795 109	802 477	751 763	795 109
Crédit à la consommation	188 331	189 268	194 997	199 790	204 274	205 585	188 331	204 274
Emprunts bancaires	32 581	33 928	32 870	32 403	32 073	34 597	32 581	32 073
Autres emprunts	65 191	66 037	66 460	67 140	67 589	68 254	65 191	67 589
Hypothèques	465 660	467 121	477 956	487 470	491 173	494 041	465 660	491 173
Sociétés privées non financières	530 988	533 247	538 642	538 935	536 430	532 127	530 988	536 430
Emprunts bancaires	108 228	105 293	107 510	108 091	108 663	107 002	108 228	108 663
Autres emprunts	82 520	80 606	79 705	80 702	81 943	77 956	82 520	81 943
Autres effets à court terme	52 724	55 343	56 096	54 855	48 644	48 026	52 724	48 644
Hypothèques	94 439	94 751	95 341	96 433	97 030	98 932	94 439	97 030
Obligations	193 077	197 254	199 990	198 854	200 150	200 211	193 077	200 150
Entreprises publiques non financières	71 319	71 582	67 235	68 198	70 065	72 708	71 319	70 065
Emprunts bancaires	1 915	2 394	1 986	2 074	2 456	3 575	1 915	2 456
Autres emprunts	4 309	4 391	4 286	4 790	4 536	6 157	4 309	4 536
Autres effets à court terme	8 115	9 352	7 965	7 799	8 409	9 226	8 115	8 409
Hypothèques	98	97	97	97	104	104	98	104
Obligations fédérales	0	0	0	0	0	0	0	0
Obligations provinciales	55 987	54 225	51 214	51 924	52 809	52 393	55 987	52 809
Obligations municipales	121	121	121	121	121	121	121	121
Autres obligations	774	1 002	1 566	1 393	1 630	1 132	774	1 630
Administration fédérale	435 705	438 746	440 326	436 536	434 865	434 217	435 705	434 865
Emprunts bancaires	101	101	101	101	101	101	101	101
Autres emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0
Effets à court terme, Canada	99 729	97 555	105 941	105 147	107 050	107 203	99 729	107 050
Obligations fédérales	335 875	341 090	334 284	331 288	327 714	326 913	335 875	327 714
Obligations d'épargne du Canada	23 819	24 021	23 685	23 442	22 309	22 034	23 819	22 309
Autres obligations	312 056	317 069	310 599	307 846	305 405	304 879	312 056	305 405
Autres paliers d'administration publique	366 125	366 434	370 961	375 254	378 009	372 902	366 125	378 009
Emprunts bancaires	3 871	4 150	4 007	4 621	4 076	4 099	3 871	4 076
Autres emprunts	10 481	10 604	10 751	10 808	10 935	11 131	10 481	10 935
Autres effets à court terme	17 432	16 314	18 908	17 318	15 132	15 716	17 432	15 132
Hypothèques	2 374	2 369	2 368	2 368	2 367	2 363	2 374	2 367
Obligations provinciales	294 322	295 602	297 001	302 427	307 328	302 002	294 322	307 328
Obligations municipales	35 845	35 594	36 119	35 900	36 353	35 768	35 845	36 353
Autres obligations	1 800	1 801	1 807	1 812	1 818	1 823	1 800	1 818
Financement total des secteurs non financiers canadiens	2 155 900	2 166 363	2 189 447	2 205 726	2 214 478	2 214 431	2 155 900	2 214 478
Crédit à la consommation	188 331	189 268	194 997	199 790	204 274	205 585	188 331	204 274
Emprunts bancaire	146 696	145 866	146 474	147 290	147 369	149 374	146 696	147 369
Autres emprunts	162 501	161 638	161 202	163 440	165 003	163 498	162 501	165 003
Effets à court terme, Canada	99 729	97 555	105 941	105 147	107 050	107 203	99 729	107 050
Autres effets à court terme	78 271	81 009	82 969	79 972	72 185	72 968	78 271	72 185
Hypothèques	562 571	564 338	575 762	586 368	590 674	595 440	562 571	590 674
Obligations	917 801	926 689	922 102	923 719	927 923	920 363	917 801	927 923
Non-résidents	59 407	56 830	56 154	55 319	59 320	57 835	59 407	59 320
Emprunts bancaires	20 431	17 950	18 568	16 504	19 553	19 916	20 431	19 553
Autres emprunts	38 976	38 880	37 586	38 815	39 767	37 919	38 976	39 767
Hypothèques	0	0	0	0	0	..	0	0
Emprunts totaux à l'exclusion des institutions financières canadiennes	2 215 307	2 223 193	2 245 601	2 261 045	2 273 798	2 272 266	2 215 307	2 273 798
Institutions financières canadiennes	345 289	351 492	366 744	375 062	383 721	393 122	345 289	383 721
Emprunts bancaires	9 595	9 604	10 570	11 260	10 198	12 122	9 595	10 198
Autres emprunts	29 529	34 872	23 429	26 985	29 170	34 218	29 529	29 170
Autres effets à court terme	104 215	98 938	103 985	107 180	111 323	109 594	104 215	111 323
Hypothèques	7 395	7 182	7 955	8 289	3 754	3 728	7 395	3 754
Obligations	194 555	200 896	220 805	221 348	229 276	233 460	194 555	229 276
Total des fonds empruntés = total des fonds offerts	2 560 596	2 574 685	2 612 345	2 636 107	2 657 519	2 665 388	2 560 596	2 657 519
Actif de:								
Particuliers et entreprises individuelles	98 683	106 713	131 584	120 179	118 399	127 647	98 683	118 399
Entreprises non financières	75 207	71 836	71 565	75 644	75 260	72 255	75 207	75 260
Administrations publiques	170 330	176 226	177 071	179 952	178 007	179 097	170 330	178 007
Non-résidents	482 829	488 347	479 542	496 128	503 875	489 033	482 829	503 875
Institutions financières canadiennes	1 762 072	1 759 868	1 780 089	1 791 319	1 808 818	1 823 955	1 762 072	1 808 818

Les révisions de 1999-2002 des Comptes économiques et financiers nationaux

Introduction

Selon la pratique habituelle, les estimations révisées pour la période allant de 1999 à 2002 des comptes économiques et financiers nationaux ont été diffusées en même temps que celles se rapportant au premier trimestre de 2003. Ce cycle de révision comprend uniquement des révisions d'ordre statistique, aucun changement conceptuel ou méthodologique ayant été apporté. La révision annuelle du Système de comptabilité nationale est un processus intégré selon lequel les estimations révisées des comptes des revenus et des dépenses, des comptes des flux financiers et de la balance des paiements internationaux sont compilées et diffusées simultanément. Le processus d'intégration a lieu lorsque les tableaux d'entrées-sorties sont compilés en dollars courants, lesquels sont publiés en octobre de chaque année lorsque les comptes provinciaux d'entrées-sorties sont complétés. Les révisions correspondantes des estimations mensuelles du produit intérieur brut selon la branche d'activité en prix constants seront publiées en septembre.

On procède périodiquement à des révisions statistiques du Système de comptabilité nationale afin d'y intégrer les renseignements les plus à jour provenant des recensements, des enquêtes annuelles, des statistiques fiscales, des comptes publics, etc. En principe, la révision se déroule selon le calendrier suivant : les estimations de chaque trimestre publié sont révisées lorsque celles se rapportant aux trimestres subséquents de la même année civile sont diffusées; elles ne peuvent être révisées ensuite qu'une fois l'an au cours des quatre années suivantes, au moment de la diffusion des estimations du premier trimestre. On procède à des révisions limitées pour des périodes qui remontent à encore plus loin que quatre ans, et périodiquement, soit environ tous les dix ans, on procède à des révisions historiques. Ces dernières fournissent l'occasion d'améliorer les méthodes d'estimation, d'éliminer les ruptures dans les séries de données résultant des révisions plus limitées et d'apporter des changements conceptuels au système.

La politique qui consiste à réviser les estimations des années précédentes seulement une fois l'an est appliquée systématiquement à tous les comptes nationaux. La période pour laquelle les estimations peuvent faire l'objet de révisions, toutefois, varie d'un ensemble de comptes à un autre. Ainsi, la révision des comptes des revenus et des dépenses et de la balance des paiements porte normalement sur quatre ans. Celle des comptes d'entrées-sorties porte normalement sur un an, qui correspond à la première des quatre années sur lesquelles porte la révision des comptes des revenus et des dépenses et de la balance des paiements. Les comptes d'entrées-sorties pour la deuxième année de la période de quatre ans sont inclus pour la première fois au moment de ces révisions. Habituellement, la révision des comptes des flux financiers se fait parallèlement à celle des comptes du bilan national et, souvent, porte sur plus de quatre ans afin de réconcilier les stocks avec les révisions apportées aux flux.

La dernière révision historique a été achevée en décembre 1997. On peut consulter les documents qui s'y rapportent à l'adresse : http://www.statcan.ca/francais/concepts/nateco/ann_f.htm.

Révisions des comptes des revenus et des dépenses

À compter de la diffusion des données en mai 2001, un certain nombre de changements conceptuels ont été apportés aux comptes des revenus et des dépenses, y compris l'adoption de l'indice de volume en chaîne Fisher, un changement de base d'évaluation du coût des facteurs aux prix de base et un changement en ce qui a trait à la capitalisation des logiciels. http://www.statcan.ca/francais/concepts/chainfisher/index_f.htm
http://www.statcan.ca/francais/concepts/SNA/gdpbasic_f.htm
http://www.statcan.ca/francais/concepts/SNA/expend_f.htm

Depuis la diffusion des données effectuée en mai 2002, plusieurs changements conceptuels ont été apportés aux Comptes nationaux des revenus et des dépenses (CNRD) et appliqués rétroactivement à 1981. Ils comprenaient des changements de classification des licences et immatriculations, des taxes sur les transferts de terrain et des frais de fréquence, ainsi que l'inclusion des résultats du recensement de 1996 dans les stocks agricoles http://www.statcan.ca/francais/concepts/revisions_2002_05_31_f.pdf

Répercussions des révisions sur le PIB

Les révisions apportées au PIB ont résulté de l'inclusion des dernières données provenant des sources de données tel qu'il est indiqué dans l'introduction. Les révisions de 1999 ainsi que les estimations préliminaires de 2000 des comptes d'entrées-sorties ont été incorporées aux deux premières années de la période de révision de quatre ans. Certaines données « repères » sont incorporées aux périodes les plus récentes sans toutefois bénéficier de l'équilibrage complet des comptes d'entrées-sorties. D'autres séries sont révisées lors de la projection des nouveaux repères provenant des comptes d'entrées-sorties.

Comme le montre la colonne des révisions courantes au tableau 1, le niveau du PIB en dollars courants a été révisé à la hausse chaque année de 1999 à 2002, la révision la plus importante étant apportée en 2001. Exprimé sous forme de pourcentage de l'estimation, l'écart pour 2002 représente 1,1 % de l'estimation et 1,4 % pour 2001. Dans une perspective historique portant sur deux décennies (tableau 5), les révisions pour 2001 et 2002 se situent à un niveau élevé dans la fourchette des révisions (sans tenir compte des années où des révisions historiques ont été apportées et de la révision achevée en mai 2001, où la capitalisation des logiciels a eu une incidence importante) allant de -0,9 % à 1,4 % pour l'année précédente et de -0,7 % à 1,7 % pour la deuxième année précédente. La révision de 1,0 % apportée pour 2000 se situe au niveau le plus élevé dans la fourchette des révisions apportées pour la troisième année précédente, qui va de -0,4 % à 1,0 %. La révision de 0,2 % apportée pour 1999 se situe à un niveau faible dans la fourchette des révisions apportées pour la quatrième année précédente, qui va de -0,2 % à 0,7 %. Les révisions apportées pour la période précédente résultent de la comparaison des données du PIB diffusées au moment du premier trimestre et de celles diffusées au moment du quatrième trimestre de l'année correspondante.

En termes réels (voir le tableau 1), le PIB a été révisé à la hausse, lors de la révision annuelle, pour chacune des quatre années de 1999 à 2002, les révisions apportées aux séries trimestrielles de données sur le PIB réel se situant dans une fourchette allant de 0,1 % à 1,4 %.

Le taux de croissance annuel du PIB en dollars courants indiqué au tableau 2 est révisé de 0,9 % en 2000 alors que des révisions moindres sont apportées pour les autres années. Les révisions de la croissance annuelle, en termes réels, sont légèrement plus petites, l'écart allant de -0,1 % à 0,8 %. Les révisions trimestrielles varient de -0,2% à 0,4%, la révision la plus importante des taux de croissance trimestriels se produisant au premier trimestre de 2000.

L'indice implicite des prix en chaîne pour le PIB est révisé à la hausse de 0,2 % en 2000 et 2001, aucune révision n'ayant été apportée en 1999 et en 2002.

Révisions aux agrégats des revenus (tableau 3)

La **rémunération des salariés** (salaires et traitements ainsi que le revenu supplémentaire du travail) représentait près de 52% du produit intérieur brut aux prix du marché en 2001 et en 2002. Les estimations de 1999 n'ont pas été modifiées alors qu'une petite révision de 6 millions de dollars a été apportée en 2000. Les nouvelles données repères du revenu du travail proviennent des déclarations transmises à l'Agence des douanes et du revenu du Canada (ADRC) pour 2001 et le report subséquent sur 2002. Le revenu du travail a été révisé en hausse de un milliard de dollars en 2001, soit moins de deux dixièmes de un pourcent, les révisions étant concentrées dans le revenu supplémentaire du travail.

Les **bénéfices des sociétés avant impôts** ont été révisés de 1,9 %, 4,5 %, 7,9 % et 6,0 % pour 1999, 2000, 2001 et 2002 respectivement. Les révisions de 1999 et 2000 reflètent l'étalonnage des tableaux des comptes d'entrées-sorties. Les révisions apportées pour 2001 et leur report sur 2002 reflètent l'étalonnage des estimations tirées de l'Enquête trimestrielle sur les états financiers en fonction des déclarations annuelles de revenus des sociétés pour 2001, y compris les annexes de l'Indice général des renseignements financiers (IGRF). Les annexes de l'IGRF font partie des nouvelles exigences de l'ADRC voulant que les entreprises présentent leurs états financiers selon une présentation normalisée. Les données annuelles de 2001 reflètent l'incorporation d'un repère plus actuel des bénéfices des sociétés. Les dividendes plus faibles reçus par les sociétés en provenance des non-résidents en 1999, 2000 et 2001 traduisent un revenu intérieur plus élevé au cours de la période.

La composante **intérêts et revenus divers de placements** a été révisée à la baisse de 1,6% en 1999, à la hausse de 0,6% en 2000 et à la baisse en 2001 et 2002 de 0,4 % et 0,5% respectivement. Les révisions apportées à cette série de données tiennent compte des renseignements nouveaux et révisés sur les paiements et recettes d'intérêts pour les sociétés et les administrations publiques, de la mise à jour des données sur les profits des entreprises publiques ainsi que des révisions apportées aux données sur le revenu de placement provenant des caisses de retraite en fiducie et des sociétés d'assurance-vie.

Le **revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole** a été révisé à la baisse de 116 millions de dollars en 1999, de 205 millions de dollars en 2000, de 257 millions de dollars en 2001 et de 404 millions de dollars en 2002. Cette révision à la baisse est attribuable,

en partie, aux estimations révisées à la hausse des dépenses des exploitations agricoles et des bénéfices des sociétés.

Le **revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris** a été révisé à la hausse pour la période allant de 1999 à 2002, les révisions les plus importantes portant sur les années 2001 (1 030 millions de dollars) et 2002 (1 066 millions de dollars). Le revenu net provenant des loyers et le revenu net des autres entreprises individuelles ont été révisés à la hausse dans les deux cas. Les révisions de 2001 incluent les nouvelles données administratives de l'ADRC sur le revenu net des entreprises non constituées en société. Les révisions pour le revenu provenant des loyers est lié aux nouvelles données sur les logements et les révisions des données sur les dépenses.

Les **impôts sur les facteurs de production, moins les subventions** ont été révisés à la hausse pour chacune des années de 1999 à 2002, la révision la plus importante, de 603 millions de dollars, étant apportée en 2002. Par contre, les **impôts sur les produits, moins les subventions** ont été révisés à la baisse en 1999 et 2000 et à la hausse en 2001 et 2002. Les révisions de ces deux séries sont attribuables à l'inclusion des nouveaux comptes publics et autres informations financières pour les différents paliers de gouvernement.

Révisions des agrégats des dépenses en prix courants (tableau 4)

Les **dépenses personnelles en biens et services de consommation** ont été révisées légèrement à la baisse en 1999, soit de 70 millions de dollars. Des révisions à la hausse plus significatives ont été apportées les trois années suivantes, s'établissant à 2 217 millions de dollars pour 2000, 2 390 millions de dollars pour 2001 et 4 989 millions de dollars pour 2002. Ces révisions à la hausse étaient attribuables principalement aux révisions des dépenses au titre des services pour ces trois années et l'augmentation plus importante en 2002 était aussi attribuable à une révision importante à la hausse des dépenses au titre des biens durables. La révision des dépenses au titre des biens durables découle en partie d'une révision à la hausse des dépenses des particuliers au titre des automobiles et des camions. Les résultats de l'Enquête sur les dépenses des ménages pour 2001 ont été inclus dans ces estimations.

Les **dépenses courantes des administrations publiques en biens et services** ont été révisées à la hausse durant les quatre années allant de 1999 à 2002, des révisions significatives étant apportées en 2001 et en 2002, soit de 1,5 % et de 2,2 %, respectivement. Ces révisions reflètent les nouvelles données tirées des comptes publics fédéraux et provinciaux ainsi que les derniers renseignements fournis par les administrations locales. Les dépenses des administrations provinciales au titre de l'éducation et de la santé ont été révisées à la hausse avec l'inclusion de données d'enquête et de paiements de transfert mis à jour.

Les révisions de l'**investissement dans la construction résidentielle** étaient légèrement à la baisse en 1999 et 2000, mais des révisions significatives à la hausse, soit de 5,4 % et de 3,4 %, ont été apportées en 2001 et en 2002, respectivement. Cette hausse découle de l'inclusion de nouvelles données de l'enquête de 2001 sur les modifications et les améliorations tirées de l'Enquête sur les dépenses des ménages et de l'Enquête sur les réparations et les rénovations effectuées par les propriétaires-occupants. Cette hausse a été contrebalancée dans une certaine mesure par les révisions

à la baisse apportées aux estimations des dépenses au titre des coûts de transfert et aux estimations des transformations dans la nouvelle construction.

Les estimations de l'**investissement dans la construction non résidentielle et les machines et le matériel** ont été révisées à la baisse en 1999, 2000 et 2002 et à la hausse en 2001. Les révisions les plus importantes ont été apportées en 2000 et en 2002, soit de -2,3 % et de -2,2 %, respectivement. Les révisions à la baisse apportées en 1999 et 2000 à la série de l'investissement dans les logiciels, une sous-composante de la série machines et matériel, ont été reportées sur les années subséquentes mais contrebalancées en partie en 2001 par les révisions à la hausse des autres composantes de cette série. Les dernières estimations de l'Enquête sur les investissements publics et privés de 2001 (finales) et de 2002 (provisoires) ont été incluses dans les estimations de l'investissement.

L'**investissement en stocks** a été révisé à la hausse chacune des quatre années, soit de 3 millions de dollars en 1999, de 2 739 millions de dollars en 2000, de 805 millions de dollars en 2001 et de 201 millions de dollars en 2002. Les stocks non agricoles englobent les derniers résultats pour l'année 2000 de l'Enquête annuelle sur le commerce de détail, de l'Enquête sur le commerce de gros et de l'Enquête des manufactures. Ces enquêtes ont été intégrées au programme de l'Enquête unifiée auprès des entreprises (EUE) qui a été mis en place pour la plupart des enquêtes-entreprises. Les ajustements apportés reflètent également le résultat du processus d'équilibrage des biens et services qui fait partie intégrante de l'élaboration des tableaux d'entrées-sorties avec lesquels les CNRD sont étalonnés. L'inclusion de données du Recensement de l'agriculture de 2001 et les modifications apportées aux estimations des données sur les stocks pour le secteur de l'élevage ont eu une incidence sur la série des stocks agricoles.

Les **exportations de biens et services** ont été révisées fortement à la hausse pour toute la période de révision, des hausses de 0,6 %, 1,2 %, 1,9 % et 0,9 % étant apportées pour les années de 1999 à 2002. Les révisions significatives apportées aux exportations de biens étaient dans une large mesure attribuables à de nouveaux renseignements sur le niveau de sous-estimation des exportations de marchandises vers des pays autres que les États-Unis. Ces estimations du sous-dénombrement ont été équilibrées dans le modèle de l'offre et de l'utilisation établi pour les tableaux d'entrées-sorties pour les années 1999 et 2000. Les révisions des exportations de services proviennent en grande partie des plus récentes données des enquêtes annuelles de la Balance des paiements.

Les **importations de biens et services** ont été révisées légèrement à la hausse de 146 millions de dollars en 1999, à la baisse de 699 millions de dollars en 2000, significativement à la hausse de 2 308 millions de dollars en 2001 et à la hausse de 893 millions de dollars en 2002. Les révisions des importations de biens comprennent de nouveaux renseignements sur des transactions particulières tandis que les révisions des importations de services proviennent dans une large mesure des plus récentes estimations des enquêtes annuelles de la Balance des paiements.

Révisions des indices des prix

La plupart des indices de prix au niveau de détail le plus fin utilisés dans le cadre de la déflation du PIB ne sont pas révisés. Toutefois, des révisions à la hausse ont été

enregistrées en ce qui concerne les déflateurs pour la dépréciation et les dépenses d'assurance-santé du secteur des administrations publiques ainsi que ceux pour la construction non résidentielle.

Tableau 1 - Révisions au produit intérieur brut

Période de référence	Aux prix courants				
	Estimation initiale ¹	Estimation antérieure ²	Estimation révisée ³	Révision courante ⁴	Révision courante ⁵
	données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars				%
1999	949 400	980 524	982 441	1 917	0,2
2000	1 038 794	1 064 995	1 075 566	10 571	1,0
2001	1 084 119	1 092 246	1 107 459	15 213	1,4
2002	1 142 123	1 142 123	1 154 949	12 826	1,1
1999 T 1	918 944	949 104	949 136	32	0,0
1999 T 2	936 148	969 608	970 888	1 280	0,1
1999 T 3	952 688	992 748	995 260	2 512	0,3
1999 T 4	976 716	1 010 636	1 014 480	3 844	0,4
2000 T 1	1 006 952	1 036 864	1 041 764	4 900	0,5
2000 T 2	1 029 412	1 058 644	1 068 672	10 028	0,9
2000 T 3	1 052 024	1 078 404	1 090 816	12 412	1,2
2000 T 4	1 058 864	1 086 068	1 101 012	14 944	1,4
2001 T 1	1 095 100	1 100 604	1 114 128	13 524	1,2
2001 T 2	1 099 840	1 100 996	1 116 084	15 088	1,4
2001 T 3	1 077 744	1 085 844	1 101 804	15 960	1,5
2001 T 4	1 073 880	1 081 540	1 097 820	16 280	1,5
2002 T 1	1 106 352	1 108 204	1 122 208	14 004	1,3
2002 T 2	1 138 212	1 137 112	1 150 924	13 812	1,2
2002 T 3	1 151 832	1 152 260	1 164 640	12 380	1,1
2002 T 4	1 170 916	1 170 916	1 182 024	11 108	0,9
	Dollars (1997) enchaînés ⁶				
Période de référence	Estimation initiale ¹	Estimation antérieure ²	Estimation révisée ³	Révision courante ⁴	Révision courante ⁵
	données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars				%
1999	..	968 451	969 750	1 299	0,1
2000	..	1 012 335	1 020 786	8 451	0,8
2001	1 024 196	1 027 523	1 040 388	12 865	1,3
2002	1 062 143	1 062 143	1 074 516	12 373	1,2
1999 T 1	..	949 929	950 590	661	0,1
1999 T 2	..	960 424	961 693	1 269	0,1
1999 T 3	..	974 217	975 314	1 097	0,1
1999 T 4	..	989 233	991 403	2 170	0,2
2000 T 1	..	999 345	1 005 299	5 954	0,6
2000 T 2	..	1 006 599	1 015 691	9 092	0,9
2000 T 3	..	1 019 232	1 028 877	9 645	0,9
2000 T 4	..	1 024 162	1 033 275	9 113	0,9
2001 T 1	1 025 401	1 025 741	1 036 654	10 913	1,1
2001 T 2	1 025 177	1 026 454	1 039 560	13 106	1,3
2001 T 3	1 022 883	1 025 210	1 037 748	12 538	1,2
2001 T 4	1 027 799	1 032 685	1 047 588	14 903	1,4
2002 T 1	1 047 731	1 047 899	1 062 382	14 483	1,4
2002 T 2	1 059 412	1 059 167	1 072 315	13 148	1,2
2002 T 3	1 066 551	1 068 650	1 079 490	10 840	1,0
2002 T 4	1 072 854	1 072 854	1 083 875	11 021	1,0

1. Pour les données annuelles, l'estimation initiale est celle du quatrième trimestre de l'année correspondante, tandis que pour les données trimestrielles, il s'agit de l'estimation publiée pour la première fois pour le trimestre correspondant. L'estimation annuelle initiale ne correspond pas à la moyenne des estimations trimestrielles initiales puisque ces dernières ont déjà été révisées au moment de la diffusion de l'estimation annuelle initiale.

2. Pour 1999, 2000 et 2001, l'estimation antérieure est celle au moment de la diffusion des données du premier trimestre de 2002, tandis que pour 2002, il s'agit de celle de la diffusion des données du quatrième trimestre de 2002.

3. Les estimations révisées résultent des révisions de 2003.

4. La révision courante est l'estimation révisée moins l'estimation antérieure.

5. La révision courante en pourcentage est la révision courante exprimée sous forme de pourcentage de l'estimation antérieure.

6. À compter de la diffusion des données du premier trimestre de 2001, l'indice en chaîne de Fisher a été adopté comme nouvelle mesure du PIB réel. L'utilisation de deux méthodes de déflation différentes ne permettrait pas de faire une comparaison raisonnable.

Tableau 2 - Révisions au produit intérieur brut (taux de croissance)

	Aux prix courants			
	Estimation initiale ¹	Estimation antérieure ²	Estimation révisée ³	Révision courante ⁴
Période de référence				
1999	6,0	7,2	7,4	0,2
2000	8,4	8,6	9,5	0,9
2001	2,7	2,6	3,0	0,4
2002	4,6	4,6	4,3	-0,3
1999 T 1	1,6	2,2	2,2	0,0
1999 T 2	1,6	2,2	2,3	0,1
1999 T 3	2,0	2,4	2,5	0,1
1999 T 4	1,8	1,8	1,9	0,1
2000 T 1	2,1	2,6	2,7	0,1
2000 T 2	1,8	2,1	2,6	0,5
2000 T 3	1,7	1,9	2,1	0,2
2000 T 4	0,8	0,7	0,9	0,2
2001 T 1	1,9	1,3	1,2	-0,1
2001 T 2	0,4	0,0	0,2	0,2
2001 T 3	-1,4	-1,4	-1,3	0,1
2001 T 4	-0,2	-0,4	-0,4	0,0
2002 T 1	2,3	2,5	2,2	-0,3
2002 T 2	2,8	2,6	2,6	0,0
2002 T 3	1,2	1,3	1,2	-0,1
2002 T 4	1,6	1,6	1,5	-0,1
En dollars (1997) enchaînés ⁵				
	Estimation initiale ¹	Estimation antérieure ²	Estimation révisée ³	Révision courante ⁴
Période de référence				
1999	..	5,4	5,5	0,1
2000	..	4,5	5,3	0,8
2001	1,5	1,5	1,9	0,4
2002	3,4	3,4	3,3	-0,1
1999 T 1	..	1,5	1,6	0,1
1999 T 2	..	1,1	1,2	0,1
1999 T 3	..	1,4	1,4	0,0
1999 T 4	..	1,5	1,6	0,1
2000 T 1	..	1,0	1,4	0,4
2000 T 2	..	0,7	1,0	0,3
2000 T 3	..	1,3	1,3	0,0
2000 T 4	..	0,5	0,4	-0,1
2001 T 1	0,6	0,2	0,3	0,1
2001 T 2	0,1	0,1	0,3	0,2
2001 T 3	-0,2	-0,1	-0,2	-0,1
2001 T 4	0,5	0,7	0,9	0,2
2002 T 1	1,5	1,5	1,4	-0,1
2002 T 2	1,1	1,1	0,9	-0,2
2002 T 3	0,8	0,9	0,7	-0,2
2002 T 4	0,4	0,4	0,4	0,0

1. Pour les données annuelles, l'estimation initiale est celle du quatrième trimestre de l'année correspondante, tandis que pour les données trimestrielles, il s'agit de l'estimation publiée pour la première fois pour le trimestre correspondant. L'estimation annuelle initiale ne correspond pas à la moyenne des estimations trimestrielles initiales puisque ces dernières ont déjà été révisées au moment de la diffusion de l'estimation annuelle initiale.

2. Pour 1999, 2000 et 2001, l'estimation antérieure est celle au moment de la diffusion des données du premier trimestre de 2002, tandis que pour 2002, il s'agit de celle de la diffusion des données du quatrième trimestre de 2002.

3. Les estimations révisées résultent des révisions de 2003.

4. La révision courante est l'estimation révisée moins l'estimation antérieure.

5. À compter de la diffusion des données du premier trimestre de 2001, l'indice en chaîne de Fisher a été adopté comme nouvelle mesure du PIB réel. L'utilisation de deux méthodes de déflation différentes ne permettrait pas de faire une comparaison raisonnable.

Tableau 3 - Révisions aux agrégats des revenus en prix courants

	Estimation initiale ¹	Estimation antérieure ²	Estimation révisée ³	Révision courante ⁴	Révision courante ⁵
	millions de dollars				%
Période de référence					
Rémunération des salariés					
1999	493 275	502 726	502 726	0	0,0
2000	534 601	545 110	545 116	6	0,0
2001	559 102	568 864	569 920	1 056	0,2
2002	595 267	595 267	597 316	2 049	0,3
Bénéfices des sociétés avant impôts					
1999	101 353	108 745	110 769	2 024	1,9
2000	124 710	129 821	135 647	5 826	4,5
2001	119 922	118 227	127 530	9 303	7,9
2002	125 507	125 507	133 004	7 497	6,0
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts					
1999	8 133	8 544	8 401	- 143	-1,7
2000	12 392	11 832	11 843	11	0,1
2001	9 678	10 127	9 641	- 486	-4,8
2002	10 845	10 845	10 426	- 419	-3,9
Intérêts et revenus divers de placements					
1999	44 126	48 012	47 249	- 763	-1,6
2000	52 050	53 933	54 261	328	0,6
2001	53 463	53 238	53 010	- 228	-0,4
2002	49 666	49 666	49 425	- 241	-0,5
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole					
1999	2 305	1 935	1 819	- 116	-6,0
2000	2 185	1 758	1 553	- 205	-11,7
2001	2 963	2 972	2 715	- 257	-8,6
2002	2 119	2 119	1 715	- 404	-19,1
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris					
1999	59 360	61 351	61 466	115	0,2
2000	61 994	63 962	64 860	898	1,4
2001	65 719	66 551	67 582	1 031	1,5
2002	71 894	71 894	72 960	1 066	1,5
Ajustement de la valeur des stocks					
1999	- 2 187	- 2 669	- 2 317	352	...
2000	- 2 310	- 3 431	- 2 393	1 038	...
2001	- 458	21	- 21	- 42	...
2002	- 3 044	- 3 044	- 3 561	- 517	...
Impôts moins subventions, sur facteurs de production⁶					
1999	..	50 641	50 673	32	0,1
2000	..	51 716	51 850	134	0,3
2001	56 253	52 577	52 846	269	0,5
2002	53 152	53 152	53 755	603	1,1
Impôts moins subventions, sur produits⁶					
1999	..	72 947	72 747	- 200	-0,3
2000	..	76 029	75 983	- 46	-0,1
2001	75 269	75 370	76 331	961	1,3
2002	84 448	84 448	84 442	- 6	0,0
Provisions pour consommation de capital					
1999	119 033	128 625	128 999	374	0,3
2000	125 165	135 781	138 154	2 373	1,7
2001	142 498	144 315	146 798	2 483	1,7
2002	152 642	152 642	155 004	2 362	1,5

1. Pour les données annuelles, l'estimation initiale est celle du quatrième trimestre de l'année correspondante.

2. Pour 1999, 2000 et 2001, l'estimation antérieure est celle au moment de la diffusion des données du premier trimestre de 2002, tandis que pour 2002, il s'agit de celle de la diffusion des données du quatrième trimestre de 2002.

3. Les estimations révisées résultent des révisions de 2003.

4. La révision courante est l'estimation révisée moins l'estimation antérieure.

5. La révision courante en pourcentage est la révision courante exprimée sous forme de pourcentage de l'estimation antérieure.

6. À compter de la diffusion des données du premier trimestre de 2001, la valeur ajoutée est mesurée aux prix de base et non selon le coût des facteurs de production (comme c'était le cas antérieurement). Cette façon de procéder permet d'inclure la ventilation des impôts indirects en impôts sur les facteurs de production et impôts sur les produits.

Tableau 4 - Révisions aux agrégats des dépenses en prix courants

	Estimation initiale ¹	Estimation antérieure ²	Estimation révisée ³	Révision courante ⁴	Révision courante ⁵
	millions de dollars				%
Période de référence					
Dépenses personnelles en biens et services de consommation					
1999	553 640	560 954	560 884	- 70	0,0
2000	591 051	594 089	596 306	2 217	0,4
2001	619 860	620 777	623 167	2 390	0,4
2002	651 192	651 192	656 181	4 989	0,8
Dépenses courantes des administrations en biens et services					
1999	180 467	185 317	186 054	737	0,4
2000	191 435	196 004	197 851	1 847	0,9
2001	199 683	204 492	207 508	3 016	1,5
2002	214 174	214 174	218 895	4 721	2,2
Formation brute de capital fixe des administrations publiques					
1999	19 509	22 587	23 039	452	2,0
2000	22 364	23 788	24 398	610	2,6
2001	26 410	26 561	26 991	430	1,6
2002	29 233	29 233	30 430	1 197	4,1
Investissements des administrations publiques en stocks					
1999	- 3	- 3	- 3	0	0,0
2000	24	24	24	0	0,0
2001	13	13	13	0	0,0
2002	- 45	- 45	- 45	0	0,0
Investissements des entreprises en bâtiments résidentiels					
1999	49 064	45 917	45 100	- 817	-1,8
2000	51 133	48 566	48 482	- 84	-0,2
2001	51 659	52 154	54 976	2 822	5,4
2002	63 103	63 103	65 270	2 167	3,4
Investissements des entreprises en ouvrages non résidentiels					
1999	45 469	46 816	47 229	413	0,9
2000	50 154	50 890	50 518	- 372	-0,7
2001	51 956	52 268	52 769	501	1,0
2002	50 024	50 024	48 469	- 1 555	-3,1
Investissements des entreprises en machines et matériel					
1999	68 851	79 977	79 102	- 875	-1,1
2000	76 606	86 693	83 963	- 2 730	-3,1
2001	84 728	85 504	85 109	- 395	-0,5
2002	84 380	84 380	83 025	- 1 355	-1,6
Investissements des entreprises en stocks					
1999	4 315	4 987	4 990	3	0,1
2000	7 038	8 028	10 767	2 739	34,1
2001	- 6 022	- 6 040	- 5 235	805	13,3
2002	2 672	2 672	2 873	201	7,5
Exportations de biens et services					
1999	411 648	421 796	424 258	2 462	0,6
2000	475 849	484 331	490 184	5 853	1,2
2001	469 355	473 000	482 074	9 074	1,9
2002	470 114	470 114	474 304	4 190	0,9
Importations de biens et services					
1999	383 762	388 157	388 303	146	0,0
2000	427 389	428 934	428 235	- 699	-0,2
2001	413 812	416 498	418 806	2 308	0,6
2002	423 096	423 096	423 989	893	0,2

1. Pour les données annuelles, l'estimation initiale est celle du quatrième trimestre de l'année correspondante.

2. Pour 1999, 2000 et 2001, l'estimation antérieure est celle au moment de la diffusion des données du premier trimestre de 2002, tandis que pour 2002, il s'agit de celle de la diffusion des données du quatrième trimestre de 2002.

3. Les estimations révisées résultent des révisions de 2003.

4. La révision courante est l'estimation révisée moins l'estimation antérieure.

5. La révision courante en pourcentage est la révision courante exprimée sous forme de pourcentage de l'estimation antérieure.

Tableau 5 - Produit intérieur brut

	Année de référence	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Date de diffusion											
1983	T4	401,383									
1984	T1	402,583									
		<i>0.3</i>									
1984	T4		436,076								
1985	T1	402,087	435,876								
		<i>-0.1</i>	<i>-0.0</i>								
1985	T4			469,797							
1986	T1	405,425	443,327	476,361							
		<i>0.8</i>	<i>1.7</i>	<i>1.4</i>							
1986	T4				505,227						
1986	<i>révision</i>	405,717	444,735	478,765	506,483						
	<i>historique</i>	<i>0.1</i>	<i>0.3</i>	<i>0.5</i>	<i>0.2</i>						
1987	T1	405,717	445,604	479,446	509,898						
		<i>0.0</i>	<i>0.2</i>	<i>0.1</i>	<i>0.7</i>						
1987	T4					553,870					
1988	T1		444,735	478,765	506,483	549,692					
			<i>-0.2</i>	<i>-0.1</i>	<i>-0.7</i>	<i>-0.8</i>					
1988	T4						598,732				
1989	T1			477,988	504,631	550,334	601,508				
				<i>-0.2</i>	<i>-0.4</i>	<i>0.1</i>	<i>0.5</i>				
1989	T4							648,537			
1990	T1				505,666	551,336	603,356	651,616			
					<i>0.2</i>	<i>0.2</i>	<i>0.3</i>	<i>0.5</i>			
1990	T4								677,900		
1991	T1					551,597	605,147	649,102	671,577		
						<i>0.0</i>	<i>0.3</i>	<i>-0.4</i>	<i>-0.9</i>		
1991	T4									679,203	
1992	T1						605,906	649,916	667,843	674,388	
							<i>0.1</i>	<i>0.1</i>	<i>-0.6</i>	<i>-0.7</i>	
1992	T4										687,334
1993	T1							650,748	670,952	675,928	688,541
								<i>0.1</i>	<i>0.5</i>	<i>0.2</i>	<i>0.2</i>
1993	T4										
1994	T1								669,467	674,766	688,391
									<i>-0.2</i>	<i>-0.2</i>	<i>-0.0</i>
1994	T4										
1995	T1									676,477	690,122
										<i>0.3</i>	<i>0.3</i>
1995	T4										
1996	T1										690,122
											<i>0.0</i>
1996	T4										
1997	T1										
1997	<i>révision</i>	411,160	449,249	485,139	511,796	558,106	611,785	656,190	678,135	683,239	698,544
	<i>historique</i>	<i>1.3</i>	<i>1.0</i>	<i>1.5</i>	<i>1.2</i>	<i>1.2</i>	<i>1.0</i>	<i>0.8</i>	<i>1.3</i>	<i>1.0</i>	<i>1.2</i>
1997	T4										
1998	T1										
1998	T3										
1998	T4										
1999	T1										
1999	T4										
2000	T1										
2000	T4										
2001	T1	412,386	450,731	486,847	513,805	560,390	614,530	659,270	681,657	686,971	702,393
		<i>0.3</i>	<i>0.3</i>	<i>0.4</i>	<i>0.4</i>	<i>0.4</i>	<i>0.4</i>	<i>0.5</i>	<i>0.5</i>	<i>0.5</i>	<i>0.6</i>
2001	T4										
2002	T1	411,386	449,582	485,714	512,541	558,949	613,094	657,728	679,921	685,367	700,480
		<i>-0.2</i>	<i>-0.3</i>	<i>-0.2</i>	<i>-0.2</i>	<i>-0.3</i>	<i>-0.2</i>	<i>-0.2</i>	<i>-0.3</i>	<i>-0.2</i>	<i>-0.3</i>
2002	T4										
2003	T1										

* La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars. La deuxième ligne, en italique, représente la révision en pourcentage entre l'estimation et l'estimation précédente.

Tableau 5. Produit intérieur brut (suite)

1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	Année de référence	Date de diffusion
											1983 T4
											1984 T1
											1984 T4
											1985 T1
											1985 T4
											1986 T1
											1986 T4
											1986 <i>révision</i> historique
											1987 T1
											1987 T4
											1988 T1
											1988 T4
											1989 T1
											1989 T4
											1990 T1
											1990 T4
											1991 T1
											1991 T4
											1992 T1
											1992 T4
											1993 T1
710,723											1993 T4
711,658											1994 T1
<i>0.1</i>	748,606										1994 T4
712,855	750,053										1995 T1
<i>0.2</i>	<i>0.2</i>	780,027									1995 T4
712,855	747,260	776,299									1996 T1
<i>0.0</i>	<i>-0.4</i>	<i>-0.5</i>	797,789								1996 T4
712,855	747,260	776,299	797,789								1997 T1
<i>0.0</i>	<i>0.0</i>	<i>0.0</i>	<i>0.0</i>								1997 <i>révision</i> historique
724,920	762,251	799,129	820,323								1997 T4
<i>1.7</i>	<i>2.0</i>	<i>2.9</i>	<i>2.8</i>	856,134							1998 T1
	762,251	799,129	820,323	855,103							1998 T3
	<i>0.0</i>	<i>0.0</i>	<i>0.0</i>	<i>-0.1</i>							1998 T4
724,960	767,506	806,778	828,997	866,252							1999 T1
<i>0.0</i>	<i>0.7</i>	<i>1.0</i>	<i>1.1</i>	<i>1.3</i>	888,390						1999 T4
		807,088	833,921	873,947	895,704						2000 T1
		<i>0.0</i>	<i>0.6</i>	<i>0.9</i>	<i>0.8</i>	949,400					2000 T4
			833,070	877,921	901,805	957,911					2001 T1
			<i>-0.1</i>	<i>0.5</i>	<i>0.7</i>	<i>0.9</i>	1,038,794				2001 T4
729,580	772,827	812,460	839,064	885,022	915,865	975,263	1,056,010				2002 T1
<i>0.6</i>	<i>0.7</i>	<i>0.7</i>	<i>0.7</i>	<i>0.8</i>	<i>1.6</i>	<i>1.8</i>	<i>1.7</i>	1,084,119			2002 T4
727,184	770,873	810,426	836,864	882,733	914,973	980,524	1,064,995	1,092,246			2003 T1
<i>-0.3</i>	<i>-0.3</i>	<i>-0.3</i>	<i>-0.3</i>	<i>-0.3</i>	<i>-0.1</i>	<i>0.5</i>	<i>0.9</i>	<i>0.7</i>	1,142,123		
						982,441	1,075,566	1,107,459	1,154,949		
						<i>0.2</i>	<i>1.0</i>	<i>1.4</i>	<i>1.1</i>		

*La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars. La deuxième ligne, en italique, représente la révision en pourcentage entre l'estimation et l'estimation précédente.

Avis:**Comptes du bilan national et du Bilan des investissements internationaux du Canada**

Les données des Comptes du bilan national et du Bilan des investissements internationaux du Canada, publiées jusqu'à maintenant seulement sur une base annuelle, seront publiées trimestriellement à compter de juin 2003. Les données trimestrielles du Bilan des investissements internationaux (BII) paraîtront le 17 juin et les données des Comptes du bilan national (CBN) paraîtront le 24 juin.

Un nouvel ensemble de séries trimestrielles sera créé dans CANSIM à partir de 1990. Les séries existantes annuelles seront aussi maintenues dans CANSIM.

Cette première parution de données de richesse, sur une base trimestrielle, fait partie d'un vaste projet s'étendant sur plusieurs années qui a pour but de fournir aux utilisateurs des données plus pertinentes et à jour:

1. Les nouvelles données de positions trimestrielles seront évaluées à la valeur aux livres, à l'exception des actifs non financiers, soit la même base d'évaluation que les données annuelles publiées précédemment.
2. Au cours de la deuxième année du projet, des positions trimestrielles à la valeur au marché pour les actifs financiers et passifs seront disponibles parallèlement aux données à la valeur aux livres, autant pour le Bilan des investissements internationaux que pour les Comptes du bilan national.

Les catalogues du Bilan des investissements internationaux du Canada, No 67-202-XIE et No 67-202-XIF et des Comptes du bilan national, No 13-214-XDB et No 13-214-DDB seront disponibles dès que possible après la parution des données.

Le niveau de détail des données de positions trimestrielles sera le même pour les CBN et le tableau principal du BII. Quelques séries détaillées d'investissement direct et de portefeuille seront aussi disponibles sur une base trimestrielle. Cependant certaines données très détaillées d'investissement direct par pays de même que certains détails d'investissement de portefeuille et autres investissements ne seront disponibles que sur une base annuelle.

Une note sur la méthodologie utilisée pour produire ces séries trimestrielles de même que les numéros de tableaux CANSIM seront annoncés dans le site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca) dès qu'ils seront disponibles.

Liste des tableaux des Comptes du bilan national disponibles sur une base trimestrielle :

- Bilan national
- Tableau sommaire du marché du crédit
- Particuliers et entreprises individuelles
- Sociétés et entreprises publiques
- Sociétés privées non financières
- Entreprises publiques non financières: Fédérales
- Entreprises publiques non financières: Provinciales
- Entreprises publiques non financières: Locales
- Banque du Canada
- Fonds des changes
- Autorités monétaires: autres
- Banques à Charte
- Caisses populaires et caisses d'épargne et de crédit
- Sociétés de fiducie et sociétés hypothécaires
- Sociétés de prêts hypothécaires
- Affaires d'assurance-vie
- Caisses séparées des sociétés d'assurance-vie
- Régimes de pensions en fiducie
- Courtiers en valeurs mobilières
- Fonds mutuels
- Sociétés d'assurance-biens et risques divers
- Sociétés de financement de ventes et de prêts à la consommation
- Affaires accident et maladie des sociétés d'assurance-vie
- Émetteurs de titres garantis par un actif

- Autres institutions financières privées, n.c.a.
- Institutions financières publiques: Fédérales
- Institutions financières publiques: Provinciales
- Administrations publiques
- Administration fédérale
- Administrations provinciales
- Administrations locales
- Régime de pensions du Canada
- Régime de rentes du Québec
- Non-résidents
- Total pour tous les secteurs
- Sociétés non financières incluant les entreprises publiques
- Sociétés financières incluant les entreprises publiques

Liste des tableaux du Bilan des investissements internationaux disponibles sur une base trimestrielle :

- Bilan des investissements internationaux avec tous les pays
- Investissements directs à l'étranger, ÉU et tous les autres pays
- Bénéfices d'investissements directs à l'étranger
- Investissements directs étrangers au Canada, ÉU et tous les autres pays
- Bénéfices d'investissements directs étrangers au Canada
- Investissements de portefeuille en obligations canadiennes par région géographique
- Investissements de portefeuille en obligations canadiennes, valeur comptable et valeur au marché
- Investissements de portefeuille en instruments du marché monétaire, par région géographique
- Investissements de portefeuille en instruments du marché monétaire, par secteur
- Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada, par secteur
- Bilan des investissements internationaux avec les États-Unis
- Bilan des investissements intrnationaux, tous les pays à l'exclusion des États-Unis